



VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

8 SEPTEMBRE 1964 - N° 19

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

SOUVENONS-NOUS

Cet été 1964 sera décidément l'un des plus tricolores que l'on ait connu depuis de nombreuses années. De l'« union sacrée » de 1914 à la « libération » de Paris, en passant par le « miracle de la Marne », d'anniversaire en commémoration, il y avait là tout ce qu'il fallait pour essayer de faire vibrer dans le cœur des Français la fibre patriotique.

Que le gouvernement ait donné à tout cela le plus d'éclat possible, quoi de plus naturel. Pour la bourgeoisie, le chauvinisme est un sentiment qu'il est toujours bon de cultiver, sous toutes ses formes, ce soit pour opposer à l'usine les travailleurs français à la main-d'œuvre étrangère, ou pour les envoyer sur les champs de bataille défendre ses profits au nom du « droit et de la civilisation ».

Mais il est tout de même plus curieux que dans les rangs de la gauche, des gens qui se réclament du socialisme, du communisme, se livrent à la même débâche de sentiments tricolores.

Bien sûr, l'1914 c'est loin, et même les bourgeois ont quelques scrupules, aujourd'hui à proclamer que l'ennemi seul portait toute la responsabilité de la guerre. Le Parti Communiste ne peut d'ailleurs tout à fait oublier qu'il est né justement de la lutte contre la première guerre impérialiste mondiale.

Mais lorsque l'on parle de 1944, on voit alors les champions de la coexistence pacifique, des voies parlementaires vers le socialisme, emboucher la trompette guerrière, chanter les barricades et l'insurrection.

C'est que ces curieux « communistes » se veulent et se proclament patriotes, et en ce domaine, hélas, on peut leur faire confiance, car ils ont fait leurs preuves.

Ils ont montré aussi, par la même occasion qu'ils n'avaient aucun droit au titre de communiste, car on ne peut servir à la fois le drapeau tricolore et le drapeau rouge.

L'internationalisme est le corollaire de toute pensée socialiste. Lorsque le « Manifeste communiste » proclamait, en 1848 : « les prolétaires n'ont pas de patrie », il ne dénonçait pas, comme on voudrait nous le faire croire aujourd'hui, la triste condition des travailleurs que la bourgeoisie empêcherait d'avoir une patrie ; il montrait, simplement, que les intérêts des travailleurs n'étaient pas ceux de leur bourgeoisie nationale, mais qu'ils réclamaient l'union des prolétaires de tous les pays. Et parlant de ce qui distingue les communistes des autres partis ouvriers, le « Manifeste » précisait : « Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils (les communistes) mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tous le prolétariat. »

Et en 1864, la Première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs pouvait déjà inscrire dans ses statuts :

Lire la suite en page 2

Les réductions d'horaires à la Régie Renault

Le 31 août, pour les travailleurs de la Régie Renault, c'était la fin des vacances, la reprise. Et quelle reprise ! Puisque, quelques jours avant les vacances, la Direction avait officiellement annoncé le nouvel horaire prévu : 42 h. 30 au lieu de 48 pour les ateliers et 45 pour les bureaux.

A la veille des vacances, la nouvelle avait suscité aucune réaction organisée. On attendait la rentrée. Pour les 35.000 ouvriers de Billancourt, il y avait avant tout les vacances.

Et ce qui à l'époque était devenu officiel, ne faisait que confirmer les bruits, les craintes ou les hypothèses que cinq lundis chômés de juin à juillet dans la plupart des ateliers de l'usine (D.U. M.S., Forges, fabrication en général) avaient alimentés pendant des mois.

Et maintenant que la rentrée est faite, c'est dans une atmosphère mitigée que se déroule la mise en application du plan de réduction d'horaire. L'impression qui domine est celle de l'anarchie.

Depuis des mois se manifestait un certain flottement dans la répartition du travail : de nombreux « excédentaires » d'atelier étaient envoyés à Flins ou à la Savienne, comme main-d'œuvre d'appoint à certains départements, les 18 par exemple, tournaient presque à vide, alors qu'ailleurs on « forçait » au maximum. De partout parvenaient des nouvelles de mutations, déclassements — ce qui, pour la majorité des ouvriers, signifie antichambre du licenciement.

Aujourd'hui, malgré la réduction d'horaire, la même « pagaille » organisée semble régir la marche de l'usine. Si la plupart des ateliers (D.U.M.S., Forges, etc.) font 42 h. 30, dans certains secteurs à l'outillage notamment, l'ancien horaire reste en application. A l'AOC (outillage central), on fait 48 h. et au Département 37 (gros outils), où l'on achève les « outils » destinés à la fabrication de la nouvelle voiture on fait 51 h. (samedis obligatoires pour les uns, volontaires pour les autres). Il y a à mieux, dans certains départements où le travail s'accumule, on envisage très sérieusement de mettre les ouvriers en équipe (Dt 18) ou de revenir à l'ancien horaire (Dt 70). Dans les bureaux, même décalage. La majorité des employés fait 42 h. 30, mais certains secteurs, comme la machine-outil, font encore 45 h.

Tout cela est connu à la Régie. Les travailleurs en discutent entre eux, essaient d'en tirer des conclusions, mais elles sont le plus souvent contradictoires.

Pourtant, le sentiment général est que personne n'est mécontent de la réduction de la semaine de travail : 42 h. 30 venant après des années de forçage à 48 h., c'est pour tous un soulagement, une nouvelle habitude qui se prendra très facilement. Et un peu partout, on peut entendre cette phrase : « Pas question dans l'avenir de revenir à l'ancien horaire ». Fervente momentanée ? ou détermination véritable ? Cela, il est bien difficile de le dire.

En attendant, on fait des calculs. Là aussi les résultats sont contradictoires et parfois fantaisistes. La variété des feuilles de paie est telle que les calculs sont très individualisés. La participation du fond national de ressources qui assure la 1re heure perdue à 100 % et les autres à 50 % revient à payer 45 h. 45 (pour 42 h. 30 de travail effectif).

La diminution en argent est donc environ de 70 F pour un P3 et 40 F pour un OS. Ces chiffres sont bien entendu sujets à maintes variations. Mais comme ces diminutions ne seront ressenties que sur la prochaine paie, le mécontentement est encore inexprimé.

Les plus touchés pourtant sont ceux qui ont déjà chômé cinq lundis avant les vacances. Et il est à nouveau question de chômer les lundis 14 et 28 peut-être même le

africains qui ne sont pas encore rentrés de vacances (beaucoup ont pris officiellement ou officieusement des congés supplémentaires à leur compte). Mais après, quand les titulaires de postes seront rentrés ? On discute enfin des réductions d'horaires chez Peugeot, Simca, Panhard, etc.

On assiste alors à toutes sortes de réactions, dont certaines sont puériles, voire indignes. On commente avec vigueur un article de l'« Auto-Journal » qui attaque la

gaspillage, gabégie, règne des « petits copains », etc. Pourtant, Peugeot, Simca, Panhard, etc., qui sont des entreprises privées sont dans le même cas ! Mais en pareille situation la logique est peut-être ce qui fait le plus défaut. Enfin, et c'est plus grave, certains regardent avec hostilité les travailleurs étrangers. « On n'en serait pas si l'on n'avait pas fait venir tous ces étrangers. Ce sont eux qui nous apportent le chômage, etc. ».

A tous ces bruits alarmants, à cette vague de pessimisme, d'autres objectent que le marché de l'emploi est toujours favorable aux travailleurs que, globalement, il y a loin d'y avoir chômage ou crise. La meilleure preuve en est que déjà bon nombre de professionnels inquiets de leur avenir à la Régie, ont trouvé du travail ailleurs dans de meilleures conditions et sont partis, ou attendent d'avoir touché la prime de septembre pour le faire. Les jeunes aussi s'en vont. Aussi, au service du personnel déplore-t-on ces départs car ce sont les « meilleurs éléments » qui s'en vont et, vu la pénurie de professionnels sur le marché du travail, des problèmes difficiles risquent de se poser à la Régie d'ici quelques semaines.

Les discussions vont donc bon train. Et si le climat général est à l'inquiétude, on est encore loin de la panique ou de la démolition. On attend.

Les syndicats ne se sont guère manifestés. Fête de l'Huma à la Courneuve, solutions « nationales » pour résoudre la crise de l'automobile, par la construction d'autoroutes, la création de parkings, l'abaissement du prix de l'essence, etc., tel est le contenu de la plupart des feuilles distribuées jusqu'à ce jour aux travailleurs. Pour lutter à l'usine, rien n'est proposé. On parle bien sûr d'actions à venir mais sans rien préciser, ce qui semble amorcer une tentative de relancer les trop fameuses grèves tournantes. La CF TC reparle de manifestations de rue les lundis chômés. Mais rien n'est encore prévu. Pour l'instant, les travailleurs restent méfiants, voire hostiles et si l'on entend dire par-ci par-là : « On en a maré des syndicats qui nous ont mené en bateau jusqu'ici. Si on fait quelque chose, on se passera d'eux », le climat est loin d'être à l'offensive.

Inquiétude, méfiance, mais aussi contentement de pouvoir sortir une heure plus tôt chaque soir, attente enfin, tel est l'état d'esprit actuel chez Renault.

La démolition est moins grande qu'on n'aurait pu le croire et que certains l'avaient sans doute espéré. D'autant plus évidemment, qu'au moins pour les travailleurs de Renault, la perte de salaire n'est pas totale et que, vue sous un certain angle il s'agit, grâce au fond de régularisation, d'une augmentation de salaires : 42 h. 30 payées 45 h. 45. Ce n'est pas, bien sûr, 48 heures payées 40, mais cela peut en donner l'envie.

Et si la perte de salaire peut démolir les travailleurs, la liberté qu'ils retrouvent peut compenser largement cet aspect négatif et le patronat et le gouvernement pourraient bien avoir la désagréable surprise de retrouver cette année les travailleurs de l'automobile et ceux de la Régie en particulier à la place qu'ils occupent bien des fois dans le passé : en tête des luttes ouvrières.

Michèle TOURNY

La diminution d'activité de l'industrie automobile est le résultat des mesures que le Gouvernement appelle « anti-inflationnistes » (l'inflation vue par le Gouvernement et vue par les travailleurs doivent sûrement être deux choses différentes). Pour lutter contre la pression sur les salaires que le manque de main-d'œuvre produit depuis plusieurs années, le gouvernement a, par l'intermédiaire des restrictions de crédits, provoqué un ralentissement de la consommation et de l'expansion industrielle (ce qu'il appelle la surchauffe).

Ce sont bien entendu les industries de consommation et, parmi elles, celles qui avaient le taux d'expansion le plus élevé, qui ont été touchées les premières. Et l'automobile est de celles-là. Tout cela sert la politique gouvernementale de blocage des salaires, d'autant que le gouvernement considère depuis bien longtemps que l'automobile et la Régie Renault en particulier, est une branche « pilote » dont les réactions ont un gros retentissement sur celles de la classe ouvrière française tout entière, dans un sens ou dans l'autre.

Déjà une fois, dans le passé, le gouvernement avait tenté de démolir l'ensemble de la classe ouvrière en s'attaquant directement et artificiellement aux travailleurs de la Régie, par le licenciement brutal de 3.000 personnes. Cela avait d'ailleurs plutôt gêné la Régie qu'autre chose, et cela n'avait guère servi le but poursuivi. Cette fois-ci, cependant, la mesure est plus ambitieuse. Il ne s'agit pas seulement de frapper moralement la classe ouvrière en la personne des travailleurs de la Régie Renault. Il s'agit de mesures économiques qui freinent globalement l'expansion de toutes les industries. En ralentissant l'expansion, le gouvernement diminue les besoins de main-d'œuvre et, par conséquent, diminue la surenchère patronale sur les salaires que le manque de main-d'œuvre, qui est la règle depuis plusieurs années, provoque inéluctablement malgré les pressions de toutes sortes.

Mais c'est justement parce que ce type de mesure n'est pas précis, parce que ses effets ne peuvent pas frapper électivement telle ou telle entreprise, que le gouvernement ne pourra pas s'en servir longtemps. Le gouvernement pourrait, à la rigueur, sacrifier Renault, qui appartient à l'Etat, sur lequel de l'industrie française (il est prêt à sacrifier les intérêts de toutes les firmes nationalisées au profit de l'industrie privée et le fait souvent) mais il ne peut risquer de déorganiser gravement l'économie. Bien que tous les industries ne soient pas également touchés, dans un premier temps, et que chacune, en fonction de sa situation particulière, soit plus ou moins sensible à ce type de mesures, le coup de frein donné à l'expansion, en se prolongeant, risquerait, de proche en proche, de bloquer toute l'économie et de précipiter le pays dans une crise généralisée que la bourgeoisie ne recherche pas. Il faudra donc bien relâcher la pédale à un moment ou à un autre.

Il va sans dire que le régime capitaliste est toujours à la merci d'une crise économique et qu'une telle menace n'est jamais écartée, mais il n'apparaît pas aujourd'hui que ce qui se passe dans l'automobile en soit le signe avant-coureur. Le Gouvernement et ses conseillers avaient depuis longtemps annoncé leurs intentions et défini les résultats qu'ils attendaient du plan de stabilisation. Il leur faut donc pas surestimer la gravité de la situation et s'alarmer autant que le voudraient nos gouvernants. Tout comme les dirigeants capitalistes ne peuvent guère lutter efficacement contre les crises véritables lorsqu'elles s'annoncent, ils ne peuvent non plus provoquer sur commande, le chômage, notable mais limité, dont l'industrie capitaliste a besoin pour étendre sa production sans trop de frais de main-d'œuvre.

21 et ce n'est pas fini. Aussi chez certains travailleurs, l'inquiétude et la démolition l'emportent-elles. « C'est la crise, dit-on, crise dans l'automobile, crise dans le textile, crise dans les chantiers navals ». La radio et la presse font grand cas des licenciements annoncés dans certains secteurs. Chez Renault, on se souvient de 1960 et de 1961. Licenciements. Les « excédentaires », et il y en a dans certains ateliers, sont employés momentanément à des travaux de manœuvres, effectués en temps normal par les nord-

direction commerciale de la Régie, laissant entendre que le responsable serait « acheté » par les maisons concurrentes, en particulier Citroën (la seule grande usine à n'avoir pas réduit les horaires). Bien entendu, c'est cela qui expliquerait la mévente et donc la situation actuelle.

Ailleurs, et le SIR (Syndicat Indépendant Renault) s'en fait le porte-parole, on charge la « nationalisation » de tous les péchés. C'est parce que Renault est une Régie Nationale que tout va mal,

LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

« Tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but (l'émancipation des travailleurs) ont échoué par suite du manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches de travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents ; ...l'émancipation n'est pas un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés... »

Ces lignes furent écrites il y a tout juste un siècle, mais elles restent d'une brûlante actualité. Et l'internationalisme reste la pierre de touche qui permet d'affirmer ou d'infirmer le caractère véritablement socialiste des organisations ouvrières ; c'est en 1914 que s'écroula la Deuxième Internationale, sombrant dans l'union sacrée, c'est en 1935 que devint vraiment visible la faille du P.C.F., reconnaissant, à la suite du pacte Laval-Staline, les « nécessités de la défense nationale ».

Et si l'idée internationaliste fut si souvent bâfoyée, ce n'est pas une preuve de sa faiblesse, c'est, au contraire, parce qu'elle est à la base même de la pensée socialiste, parce qu'elle s'oppose radicalement à cette quinquiescence de l'idéologie bourgeoise qu'est le patriotisme, et que c'est la première chose que doivent renier ceux qui trahissent la classe ouvrière.

Si les anniversaires ont une utilité, c'est de permettre aux hommes trop oublieux de se souvenir.

Alors souvenons-nous !

Non pas à la manière des barbes du patriotisme, mais comme les révolutionnaires appellent le prolétariat à se souvenir au lendemain de la première guerre mondiale, dans le manifeste qu'étaient les statuts de la Troisième Internationale :

« Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entregorger ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement ! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable ! »

Moins de 20 ans après que cet appel ait été lancé éclatait la confirmation tragique de la deuxième guerre mondiale. Staline et les dirigeants d'alors de l'I.C. qui avaient oublié depuis longtemps le langage révolutionnaire n'avaient su trouver, face à la montée hitlérienne dans laquelle ils portaient eux-mêmes une grande responsabilité, qu'une alliance militaire avec les « démocraties » occidentales d'abord, avec l'Allemagne nazie elle-même ensuite, sans pour cela échapper à la guerre. Et si l'U.R.S.S. y survécut ce fut au prix de 10 millions de vies.

De 1914 à 1918, la première guerre mondiale causa la mort de plus de 15 millions d'hommes.

De 1939 à 1945, la seconde en a assassiné près de 150 millions.

Aujourd'hui, et avec quels moyens, tous les états-majors du monde se préparent à un troisième conflit qui apparaît inéluctable dans le cadre du monde impérialiste.

Alors, souvenons-nous.

L'adésignation officielle par la Convention du Parti démocrate de Lyndon Johnson comme candidat pour les élections présidentielles qui se dérouleront en novembre aux U.S.A. ouvre officiellement la campagne électorale.

De ce côté-là, guère de surprise : puisque Johnson est déjà l'actuel président des Etats-Unis depuis la mort de Kennedy, son éventuelle élection n'inspire guère les commentateurs. Sa politique est connue et s'il se succède à lui-même cela n'implique évidemment pas de modification de la politique américaine.

Mais, par contre, les commentateurs vont bon train à propos de son rival, le sénateur Goldwater, candidat du Parti républicain. Depuis juillet dernier qu'il a été désigné par la Convention républicaine, Goldwater fait en effet couler beaucoup d'encre. Il s'est présenté comme partisan d'une politique extérieure plus ferme vis-à-vis de l'U.R.S.S., de Cuba, comme opposé aux lois sociales contre le paupérisme préparées par le gouvernement démocrate, opposé, aussi, à la loi sur les droits civiques imposant aux Etats du Sud l'abandon de la ségrégation raciale. Son cynisme, son esprit borné, les lieux communs qui pavent ses discours, ses sympathies pour l'extrémisme de droite complètent le personnage et lui donnent, sans nul doute, l'allure du prototype d'homme politique américain réactionnaire. Il a tout pour plaire à la petite bourgeoisie américaine, qui n'a pas la pièce de cent sous gravée au cœur, parce qu'elle a une machine à voter à la place de la cervelle. Tout pour plaire, aussi, aux racistes sudistes.

Mais est-ce à dire que la politique américaine, tant intérieure qu'extérieure, va dépendre du choix que vont faire les électeurs américains en novembre. Le fait que Goldwater ait été désigné comme candidat du Parti républicain, ne préjuge en rien de l'opinion des électeurs. Le choix des candidats, aussi bien dans le Parti républicain que dans le Parti démocrate, est fait par des appareils dont le moins que l'on puisse dire, est que leur fonctionnement n'est pas démocratique. La mascarade des conventions n'intervient que pour entériner un choix déjà fait. Pour ne donner qu'un exemple, la plupart des biographies de Humphrey, qui vient d'être désigné par la Convention démocrate comme candidat à la vice-présidence aux côtés de Johnson, ont rapporté qu'en 1960 il était entré en compétition avec Kennedy (au sein du Parti démocrate bien entendu), mais que sa situation de fortune ne lui avait pas permis de faire le poids comme Kennedy dans la course préalable à la candidature au sein de l'appareil du Parti. Et ce qui est vrai du Parti démocrate ne peut l'être qu'encre plus du Parti républicain qu'on présente depuis toujours comme plus « à droite » que le Parti démocrate.

Mais s'il est vraisemblable que c'est encore une fois le candidat démocrate qui sera élu, il est cependant hasardeux de se risquer au pronostic dans le domaine électoral et rien, pas même les Gallup et autres sondages d'opinion, n'a remplacé une consultation électorale pour savoir réellement comment évoluait l'opinion des électeurs.

Aux Etats-Unis les votes se partagent régulièrement entre les deux grands partis, républicain et démocrate, tandis qu'aucune autre formation n'a jamais pu obtenir un pourcentage quelque peu significatif de suffrages. En particulier, le Parti communiste, qui est presque inexistant, même lorsque ses membres ou ses dirigeants ne sont pas poursuivis, n'a jamais obtenu qu'un nombre très faible de suffrages.

Evidemment, il y a quelque différence politique entre les opinions des hommes de ces deux grands partis. Mais elles ont toujours été mineures et, sur les grands problèmes, leurs positions ont toujours été d'autant plus identiques

que les décisions graves ont presque toujours été prises d'un commun accord.

Dans les régimes dits présidentiels où le Parlement perd une partie de ses prérogatives par rapport au chef de l'Etat, il peut sembler que la personne de ce chef soit prépondérante. D'ailleurs, en novembre aux U.S.A. il y aura, en même temps que l'élection présidentielle, l'élection de la Chambre des représentants et d'une partie des sénateurs. Mais de même que dans les régimes parlementaires, la Chambre, le Congrès, ne tiennent le devant de la scène que pour détourner l'attention de ce qui se passe dans les coulisses, de même dans les régimes présidentiels, les « opinions » des hommes qui occupent le premier rôle ne sont là que pour masquer le fonctionnement des grands Etats modernes, c'est-à-dire l'activité de quelques dizaines de conseils d'administration où la politique est faite, et dont les représentants au peuple par les hommes parlementaires ou chefs d'Etat, dont c'est le rôle. Le char de l'Etat ressemble à ces chars de carnaval où, sous le char et les chevaux de carton pâte et leur guide de char ou de carton, il y a le chassé à l'arrière, le moteur et un chauffeur qui emmène le tout.

Pour que la fiction électorale puisse subsister, il faut bien que les candidats aient une certaine différence. C'est un peu la même chose que ce que l'on proposera l'année prochaine aux électeurs français : le « choix » entre de Gaulle et Defferre. A ceci près que les candidats américains les « à gauche », Johnson et Humphrey, ceux du Parti démocrate, sont, du moins par leur passé, infiniment plus réactionnaires que ne peut l'être Defferre ou même de Gaulle (si l'on ne tient compte que des actes accomplis, bien sûr, et non des intentions et des opinions).

Il est bien évident que le Parti républicain ne cherche pas à avantager le Parti démocrate en tant qu'il est, mais les uns et les autres défendent eux-mêmes leurs propres monopoles américains, et tout s'est passé comme si le Parti républicain, en présentant un candidat ouvertement réactionnaire, une vraie parodie, avait voulu faire en sorte que les voix « de gauche » se détachent du Parti démocrate pour voter pour des formations extrémistes de gauche. En effet, n'oublions pas que bien des choses qu'on nous sert à présent sur Goldwater par rapport à Johnson, ont dû les décoller de l'image que l'on avait tracé de Johnson par rapport à Kennedy. L'année dernière, après l'assassinat de Kennedy, que n'avait-on dit des changements de politique qui risquaient d'intervenir aux Etats-Unis, que dans leur politique extérieure, que ce soit celui de « personnalité » de Johnson, texan, protecteur des intérêts des compagnies pétrolières, et bien qu'appartenant à la soi-disant aile soi-disant gauche du Parti démocrate, participant de la loi Taft-Hartley, etc. Bien entendu ce n'est pas de calcul qui a présidé au choix de Goldwater comme candidat par le Parti républicain. Même si la désignation d'un autre candidat « républicain-libéral » était intervenue, il n'est pas du tout dit que les électeurs ouvriers que les Noirs, que la « gauche » américaine, extrêmement faible mais pas rigoureusement inexistante, ait déserté en masse le Parti démocrate pour se porter sur des candidats ayant un visage moins réactionnaire que Johnson, que ce soit celui du Parti communiste américain s'il en présente un, ou un candidat noir, celui des trotskystes ou un autre. De toutes façons, le déplacement de voix n'aurait eu aucune répercussion du point de vue électoral, car il est exclu qu'il atteigne des proportions suffisantes.

Mais toujours est-il que la candidature Goldwater permet à la grande centrale syndicale américaine, l'A.F.L.-C.I.O. de déclarer, après avoir reconnu que l'arrivée au pouvoir de Johnson l'année dernière l'avait inquiétée, que son élection était « une question d'un intérêt vital pour le mouvement ouvrier, pour tout le peuple américain » pour la cause de la liberté et de la paix dans le monde entier.

De même la presse russe déclare qu'une victoire de Goldwater serait une catastrophe. Quant à la presse française « libérale », « éclairée » ou même « de gauche », elle aussi embouche les mêmes trompettes.

Au moins, si Johnson est élu en novembre le sera-t-il ainsi comme

représentant des travailleurs, des syndicats, des Noirs, des pauvres et des chômeurs, et pour empêcher la bombarder le Tonkin ou étranger Cuba, au nom du peuple américain, et avec la bénédiction des « libéraux » et des « ailes gauche » du monde entier, y compris les nôtres. D'ailleurs, dans un passé récent, les Etats-Unis ont eu un Président républicain, le général Dwight Eisenhower, militariste s'il en fut et partisan, lui aussi, d'une politique plus ferme vis-à-vis de l'expansionnisme du bloc soviétique que son prédécesseur le démocrate Truman. Ce qui n'a pas empêché le bloc soviétique dans l'histoire comme celui qui a compliqué la guerre de Corée, et Eisenhower comme celui qui la termina.

La politique de l'impérialisme américain peut connaître bien des aléas et bien des changements. Mais en aucun cas ces changements ne dépendront de la personnalité de l'homme qui est président. Le bon sens ne peut en venir à confier son sort et ses intérêts aux décisions d'un seul homme, c'est-à-dire se soumettre elle-même, que dans des circonstances cruciales, au cours d'une crise la mettant au bord de l'abîme et si cette solution est le seul moyen pour elle de se sauver. C'est ce qu'est le fascisme, mais même dans ce cas, les moments où le dictateur est le seul à commander se comptent en heures et en jours plutôt qu'en mois et en années. Pendant les douze ans où Hitler est resté au pouvoir, il n'y a eu que quelques semaines de périodes où les décisions qu'il a prises ne lui ont pas été dictées par ses bailleurs de fonds. Et avec le fascisme ce sont les monopoles qui choisissent l'homme qui sera le dictateur. Ces monopoles ne peuvent pas admettre que la politique que l'Etat qu'ils gouvernent et possèdent, puisse dépendre du résultat, toujours aléatoire, d'une élection. Goldwater, s'il est élu, fera, comme Johnson, sur les grandes choses que l'on aura dû faire. Tout ce que l'exécutif est le président il n'est pas l'exécutif à lui tout seul. Tout au plus, l'un ou l'autre auront-ils le loisir de présenter au peuple les décisions en question, d'une façon « personnalisée ».

Cependant, les élections, si elles ne peuvent pas changer le sort des masses ou la politique d'un pays de façon importante dans le cadre des lois et de sa constitution, sont cependant un thermomètre, plus ou moins fidèle, indiquant la mentalité, la température ou l'évolution politique des masses. Parfois même, le résultat des élections, s'il ne change rien par lui-même dans le cadre légal, et si le pour résultat de faire prendre conscience, même de façon détournée, à tout ou partie de la population des changements intervenus dans les rapports des forces et, par là même, de leur donner l'envie et le courage de marcher vers leurs objectifs par des voies extra-parlementaires. On a pu dire que dans une certaine mesure, la victoire électorale du Front Populaire en France, en 1936, avait provoqué la grève générale de juin par contre-coup, les travailleurs, convaincus qu'ils avaient le pouvoir, s'étant mis de confiance à réclamer au patronat ce qu'eux voulaient concrètement dans le programme du Front Populaire. C'est certainement en partie vrai. Mais il ne faut pas oublier que la victoire électorale ne faisait que traduire l'évolution qui s'était produite dans les masses, cette poussée à gauche électorale était déjà la prise de conscience qui menait aux grèves. En juin 1936, en Espagne, il s'est passé apparemment les mêmes choses, c'est après la victoire électorale du Front populaire que le réactionnaire général Franco, commandant les troupes coloniales, a débarqué en métropole à la tête de sa légion étrangère, appuyé par une insurrection de toutes les casernes du pays. Evidemment, cette réaction espagnole s'opposait par les armes aux conséquences légales de la consultation électorale. Mais, encore une fois, celle-ci ne faisait que traduire un changement dans les masses, et les élections n'auraient pas eu lieu que l'insurrection franquiste eût été quand même nécessaire à la bourgeoisie espagnole et à ses commanditaires anglais et français, pour vaincre le prolétariat qui depuis 1934 était en marche vers un avenir socialiste.

Cela permet de comprendre que si la personnalité de Goldwater ou de Johnson influera peu sur la politique tant intérieure qu'extérieure des U.S.A., le fait que plus de la moitié des électeurs vote en

novembre pour Goldwater sera l'indice, le symptôme, d'un changement, d'une évolution de la mentalité de larges couches de citoyens américains. Victoire ou défaite seront pratiquement sans changement sur l'évolution de ces couches. On pourrait penser que si Goldwater l'emporte le sentiment de victoire chez les électeurs qui ont voté pour lui les amènera à se sentir plus ambitieux, plus résolu qu'ils ne le seraient en cas contraire. Oui, mais cela dépend pour beaucoup des intentions de Goldwater lui-même et de savoir s'il a l'intention ou pas de les mobiliser sur un plan électoral, sous forme, par exemple, d'organisations de combat qui s'attaquent aux mouvements noirs, aux syndicalistes, enfin aux « sorcières » de toutes couleurs.

Mais si Goldwater à cette intention, et si les gens existent, les élections ne faisant que révéler leur nombre, il peut le faire état aussi bien en cas de défaite qu'en cas de victoire. On peut même dire qu'il le pourrait presque plus en cas de défaite, car la victoire lui donnerait des responsabilités immédiates d'homme d'Etat et le mettrait forcément en situation d'arbitre, exactement comme son prédécesseur. Tandis que l'opposition lui faciliterait la surenchère, la démagogie, l'absence de « réalisme politique ».

En tout état de cause, victoire ou défaite, cela ne changerait pas grand chose, si telles sont les intentions de Goldwater (les siennes ou celles des hommes qui l'ont inspiré). Cependant, le résultat des élections de novembre sera quand même un indice de ce qu'est l'opinion américaine et si, par extraordinaire, Goldwater l'emportait, cela voudrait quand même dire que des millions de gens aux U.S.A. ont des sympathies pour la politique qu'il préconise ou paraît préconiser. Ne dramatisons pas, cela ne veut pas dire qu'ils seraient prêts, eux-mêmes, à se battre dans la rue. Cela voudrait peut-être simplement dire qu'ils n'ont pas peur de Goldwater « shérif » pourrait débarrasser les Grandes Rues d'Amérique, ses saloons et ses lieux de plaisirs, de ces sacrés-bon sang de bandits de nègres et de rouges et qu'il ferait atomiser, une fois pour toutes, les Chinois, de la Terre de Feu au Kamtchatka en passant par le Congo, sans qu'on ait à les y envoyer, eux, faire le coup de feu.

De toutes façons, si quelque chose a une importance, c'est-à-dire une signification, c'est le nombre de gens qui voteront pour Goldwater et pas le nombre de ceux qui voteront pour Johnson.

En ce sens, effectivement, les élections présidentielles américaines auront peut-être plus de signification que les élections présidentielles françaises de l'année prochaine. Mais cela n'empêchera pas tous nos journalistes, qui ne se laissent pas influencer par les idées-préconçues qui voient moderne et neuf, qui pensent avec leur siècle, de retomber, cette fois encore, dans les bons vieux préjugés parlementaristes de grand-papa. Il faut dire qu'ils ont un maître à penser d'une haute valeur intellectuelle dans la personne de l'expert en mais, Louis de Poule et couenne de porc, Nikita Krouchtchev, réinventeur de la « vote parlementaire vers le socialisme ».

Roger GIRARDOT

CAMARADE
Ce journal est le tien
Fais-le connaître
autour de toi

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix Ouvrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « Voix Ouvrière ».

Nos fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedert.

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégradation des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardèrent Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasèrent l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polygraphées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous — au verso des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

RIEN A PERDRE, TOUT A GAGNER.

La crise, qui touche aujourd'hui les travailleurs de l'automobile et ceux du textile, qu'elle soit due à la situation particulière de ces industries ou aux résultats des mesures économiques prises par le gouvernement, doit au moins nous servir à enrichir notre expérience si elle nous fait plus pauvres d'argent.

Que nos exploitateurs aient voulu cette réduction d'activité, ou qu'ils ne l'aient pas voulue, une chose est certaine : c'est sur les travailleurs qu'ils en font peser le poids.

Aujourd'hui, plus de verbiage sur « l'effort qui profite à tous ». Moins de travail, les bénéfices du passé ont beau être la investis sous forme d'usines nouvelles, de chaînes et de machines, ils ne sont pas à vous, dehors !

Où sont toutes les promesses d'un avenir meilleur, d'une augmentation constante de notre niveau de vie grâce à l'augmentation de la productivité ?

Qu'en est-il de la suppression de la lutte des classes et son remplacement par la politique des contrats d'entreprises et des accords maisons ?

Est-ce cela le bilan des dernières années de luttes syndicales ? Que disent les centrales qui organisaient des grèves tournantes, des luttes à petit feu et qui, remettant toujours à plus tard une offensive déterminée des travailleurs pour arracher une diminution du temps de travail avec garantie du pouvoir d'achat et de l'emploi, se contentaient de quêdemander des miettes que la prospérité permettait au patronat d'échanger contre une exploitation toujours plus intensive.

La situation, pour le moment, est loin d'être tragique, mais nous devons bien voir dans ces circonstances qu'entre le patronat et les travailleurs il n'y a pas d'entente, d'arrangement possibles. Quand tout va bien, quelques apparences peuvent être sauvegardées : nous nous crevons 48, ou même 50 heures à la production, ils empochent les bénéfices, les réinvestissent — combien d'usines à construit la Régie Renault ces dernières années et combien doit-elle en construire — et ils nous permettent de vivre et même pourquoi pas d'augmenter misérablement notre niveau de vie.

Mais quand les choses vont mal, c'est clair : c'est eux, ou nous !

Mais nous pouvons faire ce que nous voulons. Ne soyons pas timorés ! Ce n'est pas parce que la production baisse (ou augmente moins) que la lutte n'est plus possible. Evidemment les grèves d'un quart d'heure ne changeront rien. Mais elles ne changeront rien non plus dans le passé ! Les patrons nous craignent parce que nous pouvons non seulement refuser de faire tourner leurs usines par la grève, mais aussi parce que nous pouvons les leur prendre.

La crise qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que les richesses produites dans le passé ont disparues ? Est-ce que le patronat perd ses usines ? Lorsque cela arrive c'est au profit d'un autre patron. Pourquoi devrions-nous, les travailleurs supporter le poids de la récession, réelle ou artificielle.

Non, nous devons prendre l'offensive ! Et pour cela nous devons surtout renvoyer les dirigeants syndicalistes qui ont si bien joué leur rôle ces dernières années à leurs maîtres, les patrons qu'ils ont protégés.

Et que ceux des militants syndicalistes qui sont honnêtes, et heureusement il y en a, soient résolus du côté des travailleurs. Il y a un siècle au moment de la 1ère Internationale dont tout le monde parle tant aujourd'hui, Marx disait : « Les travailleurs n'ont rien à perdre que leurs chaînes ! ». C'est toujours aussi vrai.

Soyons résolus, soyons ambitieux, nous ne voulons pas de miettes, nous voulons tout. Et travailleurs, nous gérons la société, bien mieux que les capitalistes ne le font.

Que le patronat prenne garde : la classe ouvrière, trompée et dupée par ses propres organisations, n'a pas pris l'offensive alors qu'elle l'aurait pu, mais ce n'est pas une raison pour croire qu'on peut la provoquer impunément !

AUX ASSURANCES GENERALES

LES ASTRES AURAIENT-ILS AUSSI DES OREILLES ?

Pour se faire « mousser », certains employés remplissent occasionnellement des fonctions qu'ils rougiraient de voir figurer en toutes lettres sur leur feuille de paye.

Ils font les mouchards, puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, pour se donner l'importance du monsieur bien renseigné qui n'hésite pas à mettre toute sa science, même extra-professionnelle à la disposition de qui l'emploie.

Et de rapporter qu'un jeune est allé à la piscine après une visite médicale, que le garçon de bureau s'est arrêté cinq pauvres minutes

au café entre deux courses, que les uns ont pris la « liberté » de bavarder, que les autres étaient en surnombre dans l'ascenseur, etc., etc.

Ces tristes individus en tirent-ils un profit quelconque ? Même pas, puisqu'ils travaillent comme les autres et avec les payes que vous savez. Ils ont bien besoin d'être rappelés à l'ordre, non pas à l'ordre de la direction qui est bien contente d'utiliser tous ces petits pumas bénévoles, mais au nôtre avec de bons arguments tels que la mise en quarantaine par exemple.

DANS L'AUTOMOBILE LES RÉDUCTIONS D'HORAIRES

A LA R.N.U.R.

LES HEURES SUPPLEMENTAIRES FONT LES « GROSSES » PAIES ET LES GROSSES PERTES

Sur la prochaine paie, nous pourrions juger des conséquences de la réduction d'horaire. Mais d'ores et déjà, un simple petit calcul met en évidence un certain nombre de choses très connues mais aussi très oubliées.

Pour les bureaux, la perte est de : 45 h. — 42 h. 50 = 2 h. 50, soit, avec la 1re heure payée et les autres à 50 % : 42 h. 50 payées 44 h. 25. Cela fait 3/4 h. perdu sur la paie.

Pour les ateliers, c'est plus important : 48 h. — 42 h. 50 = 5 h. 50, soit avec la 1re heure payée et les autres à 50 %, 45 h. 75 payées. Cela fait 2 h. 25 perdus sur la paie.

C'est une perte appréciable mais la différence est encore plus grande pour ceux qui faisaient des heures supplémentaires.

Car c'est maintenant que nous pouvons voir à quel point nos paies « décentes » n'étaient basées que sur les heures supplémentaires. Plus d'heures. Plus de paies. Si nos salaires étaient réellement basés sur des horaires à 40 h., maintenant nous ne souffririons aucun préjudice.

Salaires garantis pour 40 h. Première revendication à mettre à l'ordre du jour. (Extrait du n° 31 de la V.O. R.N.U.R.)

MAIS OU SONT LES 40 H. D'ANTAN ?

Des réductions d'horaire ont été décidées au Commercial également, ramenant ainsi la semaine de travail de 45 h. à 42 h. 1/2.

Cette demi-heure en moins par jour a été ressentie par tous comme étant nécessaire, indispensable même.

Or, cette réduction d'horaire n'est cependant que temporaire, la Direction se réservant le droit de ramener l'ancien horaire quand bon lui semblerait, c'est-à-dire « à la reprise des affaires ». Et pour ne pas perdre les bonnes habitudes d'antant et pour que les bureaux soient ouverts comme avant, le personnel serait divisé en deux équipes, dont l'une partirait plus tôt le soir, l'autre commencerait plus tard le matin, et ceci de façon alternée chaque semaine. Ces mesures d'ailleurs n'ont été communiquées que le dernier jour de travail avant les vacances, afin de nous mettre devant le fait accompli.

Or, depuis la rentrée, c'est la pagaille. S'il y a une demi-heure de moins par jour, ce que soit la même chose pour tout le monde.

D'ailleurs, nous ne pouvons pas continuer à nous enfermer 10 h. par jour, alors que la semaine de 40 h. est une chose qui existe en principe, depuis 1936 ! Nous en ressentons tous le besoin.

Allons-nous dire amen à toutes les décisions de la Direction qui nous fait faire tantôt 42 h., tantôt 45 h., tantôt davantage, selon les

besoins de sa production ?

Il serait grand temps de nous y mettre sérieusement, afin d'obtenir le retour immédiat aux 40 h. sans perte de salaire.

(Extrait du n° 178 de la V.O. Bureaux.)

LA REGIE A TOUJOURS BESOIN DE NOUS

L'A.O.C. continue à faire 48 heures, au Département 37 dans l'île Seguin certains sont obligés de faire 51 heures.

Au Département 70 il est question de revenir à 48 heures car il y a du travail — on s'aperçoit ainsi que personne ne fait le même horaire — La Direction compte sur cette diversité pour nous faire faire des heures dans un secteur alors qu'à côté on va faire souvent moins de quarante heures.

Pour l'instant personne ne dit non, mais avons-nous des solutions à mettre en avant ? 40 heures pour tous sans diminution de salaire. Répartition du travail entre tous. La Direction voudrait nous faire suivre les fluctuations de sa production.

Mais elle a encore besoin de nous à nous de savoir en profiter. (Extrait du n° 149 de la V.O. R.N.U.R. Bât. C.)

CHEZ CHAUSSON

PRENDRE L'INITIATIVE DES OPERATIONS

Comme il avait été annoncé avant les congés, les horaires de travail ont diminué dans l'automobile, et Chaussion, principal sous-traitant, n'y échappe pas.

Des ateliers où se fabriquent les Peugeot, les Renault et les Panhard ont diminué leur production, sans que pour cela les cadences diminuent...

Nous sommes coutumiers de ces fluctuations, à Chaussion, mais cette fois, la situation paraît un peu plus sérieuse, car elle traduit le désir du patronat et de son compère le gouvernement de s'attaquer à nos conditions d'existence.

Nous ne protestons pas, bien au contraire, contre la diminution des horaires. Il nous faut revenir au plus vite aux 40 heures de 1936, et même à un horaire moindre que permettrait le développement de la productivité.

Mais nous ne voulons pas que ce retour à un horaire normal se fasse à nos frais.

Si le patron a pris l'initiative de l'offensive, il ne faut pas que ses manœuvres triomphent.

Il faut dès maintenant organiser notre lutte pour le retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire.

C'est possible puisque l'ensemble des ouvriers de France est concerné par cette revendication, et c'est indispensable.

Les organisations syndicales vont-elles encore une fois tenter d'étaler leurs responsabilités par des déclarations générales sans portée pratique, ou vont-elles, face à l'offensive patronale, opposer le front uni des travailleurs ?

Quant à nous, travailleurs, nous sommes conscients de ce qu'il faut faire. Nous avons notre mot à dire, et il nous faut le dire, si nous ne voulons pas être les victimes de la manœuvre patronale. (Extrait du n° 171 de la V.O. Chaussion.)

APRES RENAULT, CITROEN ?

La crise qui a atteint les principales industries automobiles a épargné Citroën. Mais beaucoup d'entre nous se posent la question de savoir si nous n'allons pas, nous aussi, à notre tour, être touchés par les réductions d'horaires.

Il faut dire tout de suite qu'il s'agit d'une crise « toute relative, puisque, chez Renault, par exemple, l'horaire moyen est retombé à 42 h. 30 par semaine, alors que l'une des principales revendications des travailleurs est le retour aux 40 heures.

Bien sûr, cette diminution d'horaire s'est accompagnée d'une diminution de salaire, et c'est bien la seule chose qui ennuie les travailleurs de Billancourt et pas les heures en moins à passer à l'usine.

Cela veut dire que nous, ceux d'entre nous, nombreux, qui comptent sur les heures supplémentaires pour améliorer leur niveau de vie. Des heures, ils en font. Quand ça arrange le patron, mais quand la production baisse, au même moment elle n'augmente pas assez vite, quand l'horaire redevient « normal », c'est alors que l'on se rend compte de la minceur de l'enveloppe de paie.

C'est quand on a du travail, des heures à faire, quand le patron a besoin de nous, qu'il faut lutter pour le retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire, faute de quoi ce sera peut-être le patron qui nous les imposera un jour, mais cela ne se traduira pas alors par plus de loisirs, mais par un abaissement de notre niveau de vie. (Extrait du n° 177 de la V.O. Citroën)

CHEZ PANHARD

LA SEULE SOLUTION

De nombreux camarades croient avoir trouvé la solution de leur problème de salaire en demandant de passer dans le Service Citroën car les ouvriers de ce secteur font 10 heures par jour et viennent souvent le samedi.

Au premier coup d'œil, ceux qui ont la possibilité de faire 50, 60 heures par semaine peuvent passer pour des privilégiés.

En fait, le problème des salaires touche tous les ouvriers de chez Panhard, même ceux qui font des heures. De plus, nous savons bien que ce genre de « privilège » (1) change de secteur. La fluctuation de la production. N'avez-vous pas fait, il n'y a pas si longtemps, 50, 60 heures même, ou maintenant nous n'en faisons que 45 ? Et demain peut-être la chaîne Citroën ne fera que 40 heures ou moins.

Quelle que soit la manière dont on s'y prend, il n'y a qu'une seule solution pour mettre fin à la fois à la fluctuation de nos salaires et à la fluctuation des heures de travail : imposer le retour immédiat aux 40 heures avec une augmentation de 1 F de l'heure ou 200 F par mois. (Extrait du n° 40 de la V.O. Panhard)

LE PLAN DE STABILISATION DES SALAIRES

UN BLUFF A ABATTRE

La Presse, la Radio, la Télévision ont consacré de gros titres et maintes émissions à la crise qui sévit actuellement dans l'industrie automobile et qui se traduirait par une baisse d'horaire dans de grandes entreprises de cette branche.

Que signifie cette baisse d'horaire chez Renault venant peu de temps après celle de chez Peugeot ? D'où vient l'amorce d'une crise économique ? « Après un essor ininterrompu de plusieurs années, nous dit l'« Usine Nouvelle », notre industrie automobile reprend son souffle. »

Ce temps d'arrêt momentané, Peugeot n'a pas voulu en faire les frais et s'est arrangé pour en faire supporter les effets à son personnel.

Quant à Renault, le « Monde » du 22 écrivait que « les conseillers économiques du gouvernement ne cachent pas que les décisions prises à la Régie Renault faciliteront la tâche entreprise avec le plan de stabilisation. Ces décisions sont de nature à freiner l'augmentation des salaires dans le secteur privé, c'est-à-dire favoriser une déflation du marché ». « Le Monde » ajoute : « Il semble même que les conseillers gouvernementaux aient souhaité que la Régie Renault procède à quelques licenciements, ce qui eût rendu l'« exemple » plus frappant. »

Et cette tactique n'est pas exclusive à l'industrie automobile. Les Ateliers de Construction Electrique de Jeumont (4.000 salariés) ne travailleront plus que 45 h au lieu de 48 à partir du 7 septembre. Jaeger à Levallois annonce la réduction de l'horaire à 41 h par semaine pour les ateliers de fabrication des tableaux de bord d'automobiles.

Peut-on parler de crise dans ces conditions ? Réaliser le plan de stabilisation capitaliste au détriment des salaires c'est le but du gouvernement et l'opinion Renault vient à point créer un climat de crainte de chômage et

d'insécurité. Les travailleurs ne se laisseront pas abuser, ils ne seront pas dupes. (Extrait du N° 26 de la V.O., CSF Levallois.)

LEUR PLAN ET LE NOTRE

Le journal « Le Monde » du 31 août 1964 faisait état dans ses colonnes du bilan Air France au terme de juin 64. On peut lire qu'Air France a transporté près de 500 millions de passagers/km soit 15,5 % de plus qu'en juin 63. La progression sur l'Atlantique Nord a été de + 41 %.

Le même jour à Orly Nord, au cours de la réunion des délégués du personnel avec la Direction, cet de dernière leur a fait part des bons résultats acquis par A.F. durant la dernière période. Elle en félicitait presque le personnel en espérant que celui-ci continuerait à travailler dignement.

Mais lorsque les délégués lui demandèrent si les bons résultats d'A.F. allaient se traduire par la satisfaction d'une partie de nos revendications la Direction fit la sourde oreille.

CE QUI MANQUE A NOS SALAIRES 1 F DE L'HEURE 200 F PAR MOIS

Il est certain qu'A.F. a connu une bonne progression. Les capitaux entrent dans la poche de ces messieurs. Mais pour le personnel qui travaille, assure les départs, fait des acrobaties pour que tout aille au mieux, il faudra qu'il se contente (dit-on) de payer très bientôt les impôts nouveaux. Cette chanson est bien connue mais il ne tient qu'à nous qu'elle change.

Pour cela il nous faut préparer, sans attendre un de ces fameux

rendez-vous d'octobre, notre plan de bataille. Etablir des revendications communes, des mots d'ordre communs à toutes les entreprises, car nos problèmes sont les mêmes.

Il faut mettre sur pieds un FRONT UNI de la classe ouvrière, qui seul pourra faire céder, gouverner et patron, pour nos salaires et la réduction du temps de travail sans perte de salaire. (Extrait du n° 52 de la V.O. Air France.)

AUX PTT (TOULOUSE)

LES MEMES PROBLEMES

Les vacances n'auront été qu'un court répit dans nos préoccupations journalières, et déjà se posent les mêmes problèmes que nous connaissons avant les congés : le problème des salaires, la question des conditions de travail. Pour les salaires, le gouvernement applique méthodiquement son plan de stabilisation et s'il annonce pour octobre une augmentation de 2 %, c'est parce qu'elle était prévue dans le budget de 1964. Cette augmentation ne comblera d'ailleurs pas même celle des impôts. Et quant à nos conditions de travail, l'Administration a aussi ses solutions : pour 20.000 postes à pourvoir, elle en prévoit 7.500. C'est donc nous qui ferons les frais de l'augmentation du trafic qui se traduira par des cadences accrues.

Tous ces problèmes seront-ils résolus par le fameux « Rendez-vous d'Octobre » dont on parle tant ? Il y a fort à parier qu'à ce rendez-vous, le gouvernement, si toutefois il ne pose pas un lapin, se contentera de promesses vagues qui ne seront jamais tenues.

Si nous voulons une solution à nos problèmes, qui sont ceux de tous les travailleurs, ce n'est pas un rendez-vous qu'il faut solliciter, il faut que nous nous fassions la crainte par notre lutte. Sans cela l'année qui vient risque de ressembler à celle qui vient de s'écouler et nous risquons de voir notre niveau de vie se dégrader encore. (Extrait du n° 16 de la VO - PTT Toulouse.)

APRES LES CONGÉS toujours les mêmes prolétaires

DEUX POUR CENT

Cela fait maintenant un bon moment que nous sommes revenus de vacances, pour ceux du moins qui sont partis, rentrés à l'usine en tout cas, et nous avons hélas bien vite repris le pli acquis au cours d'années ou de mois d'exploitation. Rien n'est changé, si ce n'est que nos salaires sont plus insuffisants que jamais : rentrée des classes, impôts augmentés, coût de la vie en hausse. En échange, la direction nous a promis une augmentation de 2 % à partir d'octobre.

Quelle hypocrisie ! Ces 2 % font suite à ceux d'avril dernier et ils étaient de toute façon prévus. Ils font partie de ce que la direction (en accord avec le gouvernement et l'ensemble du patronat) garde en réserve pour nous le jeter en guise de (maigre) pâture de temps en temps. Mais cela ne fait pas le compte car lequel de nous s'apercevra de cette « augmentation » dans son budget personnel ?

Il dépend maintenant de nous de nous en tenir là ou pas. (Extrait du n° 65 de la V.O. BERLIET.)

LES VACANCES PASSENT...

Nous voilà rentrés, les vacances sont terminées, et pour beaucoup d'entre nous c'est une reprise des difficultés accrues. Les primes de succès se sont volatilisées, la vie a considérablement augmenté, le percepteur nous attend avec ses feuilles bien garnies, les patrons nous refusent, comme il fallait s'y attendre, nos revendications pour ainsi pas bien méchantes. C'est ainsi que la semaine dernière nos délégués ne se sont vu proposer que des améliorations de détail.

Où, les vacances sont bien terminées, et c'est bien gentil de ressasser les bonnes journées de liberté, mais il faut revenir sur

terre. Il faut faire face à un patron qui choisit sa position, et pour faire face, à nous de durcir la nôtre; l'année qui vient ne sera sûrement pas une année sociale, à nous d'en discuter, à nous de prendre les devants. (Extrait du n° 7 de la V.O. Carnaud.)

CHEZ THOMSON

DES PREOCCUPATIONS PAS NOUVELLES

La rentrée s'accompagne toujours d'un certain nombre de problèmes financiers pour les travailleurs, non seulement la feuille d'impôts est arrivée, mais il faut encore faire face à toutes les augmentations survenues pendant la période des vacances. Comment régler ce problème et bien d'autres ? Thomson. Alors qu'une partie importante du personnel (jusqu'à OS2 pratiquement) gagne moins de 600 F par mois. Cela veut dire que la quasi totalité des travailleurs, des jeunes, les camarades étrangers et bien d'autres encore sont dans cette catégorie. Comment pour un jeune ou une femme seule, vivre indépendamment alors qu'une chambre coûte mensuellement de 200 à 300 F ? De l'automobile, de la télévision il ne saurait même pas en être question.

Nous avons pourtant droit à tout cela : nous ne l'obtiendrons que par la lutte pour un tel salaire ne soit inférieur à 1.000 F. (Extrait du n° 146 de la V.O. Thomson.)

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

LE TEMPS

DES 1/4 D'HEURE ET CELUI DE LA LUTTE

Nous reprenons actuellement à peu près le rythme de travail « normal », si l'on peut appeler « normal » le travail harassant que nous fournissons. Plus que jamais, nous ressentons les conséquences de la pénurie de personnel, en particulier le manque permanent mais aggravé de la rentrée des vacances de celles qu'on appelle « femmes de service » parce que cela permet de payer leur travail au rabais.

Mais ce que nous ressentons peut-être d'autant plus vivement, en cette période de rentrée des classes, et paiement des impôts, alors que les vacances, pour celles et ceux qui ont pu en prendre, ont été le porte-monnaie, c'est l'insuffisance de nos salaires. Peut-être nous souvenons de la « bataille » que l'on nous a fait mener avant l'été, pour la prime : les 5 minutes, 10 minutes ou quarts d'heure de rassemblement « sur place ». Eh bien, quel est l'avantage maintenant ? Sans doute la prime de service aura permis à certains d'arrondir les angles ou de boucher des trous pendant un temps très court, mais notre niveau de vie ne s'en trouve en rien amélioré.

C'est une leçon à méditer et lorsque nous serons prêts à mener une lutte sérieuse, celle-ci ne devra plus être pour une prime exceptionnelle et limitée, mais pour un augmentation générale et substantielle des salaires.

Et cela, nous ne l'obtiendrons pas au moyen de quelques quarts d'heure syndicaux. (Extrait du N° 22 de la V.O. - H. C. L.)

CHEZ UCLAF

200 F PAR MOIS POUR CHACUN

Les vacances sont terminées pour la plupart d'entre nous ; nous avons retrouvé nos collègues, notre travail, nos chefs (peut-être bien que nous en avons plus détendus) et le petit train-train quotidien. Nous avons aussi retrouvé et sans joie nos petits salaires et le diable qu'il faut tirer par la queue.

Avant les vacances, certaines catégories d'emplois, et les aides-chimistes ont eu ce que la Direction appelle des augmentations de salaires. Ce ne sont en fait que du rattrapage qu'elle s'est vue contrainte de leur donner du fait des nombreuses démissions. A la rentrée la production loin de ralentir, reprend de plus belle. Roussel a montré par l'exemple des techniciens qu'il avait de plus en plus besoin de nous.

A nos attentions nous pour lui montrer tout ensemble qu'il ne nous exploitiera pas à n'importe quel prix. (Extrait du N° 60 de la V.O. - UCLAF.)

AU PILORI

CITROEN

CE PELE ! CE GALEUX ! ...

On a enfin trouvé le coupable ! Depuis plusieurs années, quelque chose allait mal dans les bureaux à Citroën. On n'arrivait pas à le définir. Ce n'était ni les mesquineries du chef, ni encore moins l'insipidité d'un travail stupide, surtout pas le montant de la feuille de paie. Non ! C'était, et on le sait maintenant, le temps que faisaient perdre à leurs camarades de travail, les nouvelles mamans qui venaient exhiber leur progéniture dans les bureaux.

« Lorsque l'enfant paraît... » chanté le poète... Il décaste tout, du moins à Citroën.

Heureusement, grâce à la clairvoyance et à l'esprit de décision du chef de service du personnel féminin, cette situation intolérable a fait son temps.

Travail ! travail ! quand tu nous tiens ! ...

Et si les jeunes mères tiennent malgré tout à montrer leur chef-d'œuvre, elles devront le faire désormais sous forme de photos et dans les w.-c. encore, S.V.P., pour ne pas gêner leurs collègues.

PAS DE LAPIN

Le rendez-vous de septembre est encore cette année celui des impôts et des prix. Nous savons tous comment le gouvernement stabilise les prix : SNCF... 3,8 % de plus. EDF... 3,25 %. RATP... 3,5 %. PTT... etc.

La direction prévoyante, ne tient pas à nous manifester pour des salaires décents. Elle va lâcher 2 % et certainement comme la dernière fois « suivant les mérites ».

C'est son intérêt de croire qu'avec ça on va gratter un bon bout de temps avec le « sourier ». D'ailleurs les fortes têtes n'ont qu'à bien se tenir si elles veulent de la rallonge.

Par contre c'est notre intérêt de revendiquer un salaire qui permette de profiter de la vie. Et exiger une augmentation de 1 F de l'heure pour tous, soit 200 F par mois, nous semble même modeste.

(Extrait du n° 4 de la V.O. - Compagnie des Compteurs de Montrouge.)

Il y a longtemps que le ridicule ne tue plus à Citroën. Sinon, quelle hécatombe ! (Extrait du n° 177 de la V.O. Citroën.)

CHEZ DESFOSSES

LES SALAUDS NE VONT PAS DANS L'ENFER

PARIS-MATCH, a, à sa façon, ou plutôt à celle de R. Cartier, célèbre dans quatre « numéros trimestres », eu que tous les bouchers d'Europe, grands et petits ont appelé « la grande guerre ».

Bien que richement documenté, ce rappel feint d'ignorer les causes réelles qui ont déclenché l'immonde boucherie des causes économiques et politiques, de même que le bourrage de crâne systématique, qui a permis aux ouvriers du monde entier de s'ouvrir mutuellement les tripes pour déceler les intérêts de leurs oppresseurs respectifs. Et R. Cartier, qui dans cette gadoue, montre tout son talent et joue à loisir les stratèges en se livrant à une critique technico-militaire poussée, peut sans honte écrire que cette guerre fut, à partir du début de la guerre des tranchées, qui marquait la fin de la guerre de mouvement classique, « une honte pour l'humanité », elle déshonorait le genre humain. Voilà où se situe l'humanité d'un Cartier. Parce que pour lui les premiers mois de la guerre n'étaient pas abominables.

Evidemment, après 50 ans passés, il est facile de dire que la guerre était inutile, surtout en fonction des alliances actuelles de la bourgeoisie. Mais il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'à cette époque là, R. Cartier et PARIS-MATCH auraient aboyé pour la guerre et dupé ses lecteurs, comme ils l'ont fait pendant la guerre d'Indochine, de Corée et d'Algérie.

Et finalement, ceux à qui nous pouvons faire confiance, ce sont ceux-là même qui eurent le courage de dénoncer dès le début la grande tuerie de la guerre de brigands que se livraient les fauves du monde capitaliste, « féodaux ou démocrates ».

Ceux là, les pionniers de l'Internationale communiste, ne furent qu'une poignée. Mais, seuls ils avaient raison, et représentaient véritablement les intérêts des ouvriers et des opprimés du monde entier. Ceux-là seuls ont droit à notre respect, et pour tous les autres, ne faisons pas de « quartier ».

CHEZ BERLIET

ON CONNAIT LA MUSIQUE

Pour faire avaler la pilule, aux mauvais esprits qui voudraient comparer les 2 % d'augmentation aux bénéfices réalisés par Berliet, la direction a ajouté au numéro de « Berliet-Informations » de juillet-août, un supplément destiné à élucider les mystères de sa comptabilité pour les ignorants et nous sommes.

Les schémas sont multicolores, le ton paternaliste et les explications fort simples : il suffit de comparer les recettes (clients) avec les dépenses, à savoir les fournisseurs, les impôts et la rémunération du travail. En faisant la différence on s'aperçoit que le bénéfice est très maigre car il faut le partager entre les dividendes versés aux actionnaires et les nécessités des réinvestissements.

Dans tout cela, on se demande comment M. Paul Berliet parvient à joindre les deux bouts, mais contrairement aux apparences, le but de l'opération n'est pas de faire appel à nos 20 sous. Il apparaît dans cette conclusion lumineuse : « pour réduire le bénéfice à zéro », il aurait suffi, soit d'abaisser les prix de vente de 1 %, de payer aux fournisseurs en plus de 2 % de remise, ou de l'Etat sous forme d'impôt 1 %, d'augmenter les salaires de chaque membre du personnel de 5 % ».

Et voilà le tour de passe-passe et les réalités n'ont plus qu'à se taire ! Car alors, « l'Entreprise, dans l'impossibilité de rembourser ses dettes, ne pourrait plus se moderniser et serait donc condamnée à régresser à plus ou moins long terme ».

Les calculs pseudo-scientifiques, l'épouvantail du manque de travail sont destinés à nous faire tenir tranquilles et à justifier le refus d'augmenter nos salaires sérieusement. Mais ne nous y laissons pas prendre : le Capital se porte bien, Berliet est fier de devenir une entreprise internationale et nous porterions atteinte à ses sacro-saints profits que cela ne pourrait qu'améliorer notre condition. Que les patrons nous confient donc leurs entreprises s'ils n'arrivent pas à « s'en sortir » ! Le sort des actionnaires serait vite réglé.

(Extrait du n° 65 de la V.O. BERLIET.)

A LA SNCF

LE GRAND SOIR

Au milieu des polémiques qui ont eu lieu ces derniers temps parmi les historiens de la « libération » de Paris, le directeur de la S.N.C.F. a pris une position originale. Le Président de la République ayant besoin de badauds pour écouter son discours, les services du soir ont eu droit aux quatre heures chômées au jour anniversaire du 25 août. Quant aux services du matin, ils n'en ont pas bénéficié.

La S.N.C.F. soutiendrait-elle la thèse suivant laquelle la « libération » serait l'œuvre des services du soir, ceux du matin devenant « de facto » d'ignobles « collaborateurs » de l'occupant nazi. (Extrait du n° 115 de la V.O. Cheminots.)

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien.

LES JEUNES ET L'EXPLOITATION

ASSURANCES GÉNÉRALES
PENALISATION
POUR CAUSE
DE JEUNESSE

Il arrive parfois qu'un jeune voit son abattement d'âge supprimé avant les 18 ans requis. Le voici tout heureux de toucher enfin « tout » son salaire, de n'être plus frustré par la Direction d'une part importante d'un salaire déjà si faible.

Nous nous réjouissons avec l'intéressé quand ce cas-là se produit. Mais c'est aussi l'occasion de dénoncer une fois de plus l'injustice que constituent les abattements d'âge.

Car le prétexte de l'apprentissage ne justifie nullement le retenue par la Direction, plusieurs années durant, d'une part des gains des jeunes. En effet, ce que l'on fait faire aux jeunes s'apprend, selon les cas, en 1 heure ou en 8 jours. Les esprits les plus méprisants à l'égard des nouvelles générations n'ont jamais osé prétendre qu'il faudrait 4 ans pour apprendre à classer des dossiers ou à coder des polices.

Mais ce n'est justement pas leur lenteur d'esprit que la Direction reproche aux jeunes. De leur part, c'est tout le contraire qu'elle craint : vivacité du sens critique, rapidité de riposte aux injustices, solidarité entre compagnons de misère, et par-dessus tout, leur goût de vivre encore intact les rendant imperméables aux tentatives de « conscience professionnelle ».

Pour parer au risque de voir les jeunes rejoindre la Compagnie, la Direction se sert ouvertement du chantage à la suppression de l'abattement d'âge, qui apparaît ainsi sous son vrai jour, celui d'une prime à la soumission aux chefs, aux conditions de travail, à la discipline mode Puma, aux salaires de misère.

Hélas, les jeunes ont plus d'un tour dans leur sac, et ceux qui obtiennent la sup-

pression de leur abattement ne sont pas tous des rampants. Il suffit parfois de s'imposer et non de trembler pour qu'un chef s'intéresse à vous et donne son avis favorable à l'octroi du salaire dû (sans abattement).

Puisque nous sommes en période de réorganisation, la mesure qui s'impose au nouveau G.A.G. est : suppression immédiate de l'abattement d'âge. (Extrait du n° 31 de la V.O. Assurances Générales)

AUX COMPTEURS

L'EXPLOITATION COMMENCE A L'EMBAUCHE

L'embauche aux Compteurs c'est mieux que le conseil de révision. Non seulement on nous déclare « bon pour... l'exploitation » mais sous la direction des juteux du Personnel, il y a toujours moyen de se faire avoir.

Pour cela, tous les prétextes sont bons : untel est jeune « donc » il ne peut pas être P2 ou 3, tel autre n'a pas la pratique et si ce n'est pas la pratique ce sera la théorie. Et naturellement pour tout faire avaler on vous sert de bonnes promesses. « Certes, votre salaire grimpera vite vous verrez dans deux ou trois mois !... Et puis vous aurez la retraite... »

Si vous avez le malheur d'être né sous un autre drapeau on vous répondra qu'il n'y a pas de place pour vous, ou on ne vous fera qu'un engagement de trois mois renouvelable si vous avez bien subi physiquement et sans broncher l'exploitation.

C'est à nous de renseigner nos nouveaux camarades sur leurs droits, aussi bien en qualification qu'en salaire durant leur période d'essai.

Cela évitera que certains se fassent « rouler » et par la même occasion que la direction nous divise.

(Extrait du n° 4 de la V.O. Compteurs Montrouge.)

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

CHEZ DESFOSSÉS

COMMENT INFORME PARIS-MATCH

Le périodique que nous imprimons, PARIS-MATCH, a fait dernièrement un reportage sur l'imprimerie « Desfossez ». Comme toujours cette œuvre témoigne d'une grande richesse d'information, et en ce qui concerne l'évolution de l'entreprise depuis ses débuts, et les moyens techniques modernes employés à l'impression de PARIS-MATCH, rien n'y manque. Nous-même en passant le coup de chapeau qu'elle daigne délivrer envers les ouvriers qui y travaillent et qui exécutent des tours de force de technique et de rapidité pour satisfaire le « client ».

Voilà au moins qui risque, sans peur, de gêner M. Mermet aux entournures lorsque pour s'opposer à nos revendications, il remet en cause la qualité du travail fourni. Mais le souci de PARIS-MATCH d'informer ses nombreux lecteurs ne va pas plus loin, et cela ne peut étonner. Donc pas question des conditions de travail ou nous nous trouvons.

Pas d'information pour ses lecteurs sur les brimades, les sanctions quotidiennes, l'abusisme organisé du monde du travail, les cadences infernales, l'empoisonnement qui est notre lot ; pas d'information sur nos diatribes de camarades intoxiqués à vie, pour que sortent des trésors, de technique et de trésors plus palpables, palpés par ceux qui comme les patrons de PARIS-MATCH ne les produisent pas, et qui considèrent les producteurs une fois usés, comme les déchets de la production.

C'est évidemment tout cela qui fait que DESFOSSÉS a une réalisation dont la « France peut être fière ». C'est surtout cela que s'est bâtie la fortune de l'entreprise, suée par les travailleurs. Et de cela, fait leur gran-

deur et notre misère, seuls nos patrons et ceux de PARIS-MATCH peuvent en être fiers.

(Extrait du n° 96 de la V.O. Desfossez)

S.N.C.F.

LA BONNE DAME ET SES ŒUVRES

Pour cause de travaux la cantine des agents de train de la gare du Nord est provisoirement fermée du 31 août au 13 septembre. Cela signifie que les A.T., dont les heures de repas sont très diverses et étalées sur la journée entière, doivent pendre 15 jours se passer de cantine.

La solution à cela était plus que facile, l'ouverture d'une cantine, durant ce laps de temps aux horaires de celle qui avait été fermée. Mais cette solution facile aurait sans doute occasionné quelques frais à la S.N.C.F. Alors tant pis ! que les agents de train se débrouillent tout seul.

Sans doute si les A.T. avaient rendu la monnaie de sa pièce à la S.N.C.F. et l'avaient invité pendant ces deux semaines, à se débrouiller elle-même avec ses trains, à refuser de faire tous horaires qui ne leur permettent pas de manger dans une cantine aux heures normales des repas, une solution aurait été rapidement trouvée.

Tant il est vrai que les œuvres sociales de la S.N.C.F. ne sont jamais que celles qu'elle ne peut éviter faute de déranger la bonne marche du service.

(Extrait du n° 115 de la V.O. Cheminots.)

PAUVRES CHEFS

Dans les gares de Paris le départ et le retour des vacances occasionnent des embouteillages monstrueux dans certains services et notamment les bagages.

Pour palier à cette situation, les gares marchandises de l'arrondissement envoyaient des agents en renfort dans ces services en plus des auxiliaires saisonniers. Mais cette année à Paris-Nord nous nous assisté à une vraie pagaille. Est-ce dû à un surplus de bagages ou au manque d'agents de renfort ? Toujours est-il que notre géniale direction a trouvé une solution. C'est ainsi que l'on a vu les C.G. bagages porter les valises, décharger les wagons et monter sur les tracteurs.

Que les C.G. travaillent nous ne nous que les idées mais s'ils veulent que le travail soit fait (nous ne voudrions pas qu'ils soient des martyrs), il doit exister une autre solution, celle qui consiste à embaucher du personnel.

(Extrait du n° 115 de la V.O. Cheminots.)

AIR FRANCE

AU VOLEUR !

Il y a à plusieurs semaines à D.M. - L.R. (Boeing) a commencé une opération destinée à remplacer les anciennes caisses à outils avec leur outillage, par de nouvelles, paraît-il mieux adaptées pour ce type d'avion. Cela n'est rien. L'inventaire des anciennes caisses a été fait, il manquait dans certaines une petite partie de l'outillage. Après 5 ou 10 ans de service et plus au sein de la Compagnie, il n'y a là rien d'anormal.

L'outillage, au même titre que le vestiaire, les hangars et tout ce qui compose la D.M., forment l'ensemble de nos outils de travail qui sont la propriété d'Air France. Le matériel, les outils s'usent, se détériorent avec le temps.

La Direction de L.R. ne doit pas voir les choses du même oeil car les travailleurs ont eu la désagréable surprise de voir une retenue effectuée sur leur dernière feuille de pays, pour la perte de leur outillage.

Ici, il y a un abus grossier. Il ne figure dans aucun texte que le personnel doit payer l'outillage perdu, et la Direction n'a aucun droit de faire des retenues sur le salaire pour ce motif.

Ce genre d'opération doit avoir lieu dans toutes les divisions avions. Il faut donc que nous nous refusions à signer toute reconnaissance de perte d'outillage.

Ceci est l'affaire de nous tous. Avec les camarades de L.R., il nous faut demander le remboursement immédiat des retenues effectuées.

(Extrait du n° 52 de la V.O. Air France.)

A LA CSF (ISSY)

QUELLE SALADE !

Il a sans doute fallu beaucoup de cachets et de la glace en quantité le jour où fut cogité le nouveau système de tolérance et de décompte des retards du matin.

La réduction d'horaire accordée doit s'accompagner d'après la direction d'un effort de présence au travail. Pour commencer elle réforme la tolérance des trois minutes journalières (pour les horaires) et des trois minutes plus huit (pour les mensuels), dans le but dit-elle d'harmoniser les avantages horaires et mensuels.

Qu'il y ait harmonisation, entièrement ad libitum, il est inadmissible qu'une partie du personnel soit désavantagée par rapport à l'autre et toute mise au même niveau est souhaitable, à la condition que ce niveau soit le plus élevé. Ce qui par contre n'est pas acceptable c'est le genre d'harmonisation qui nous est imposé : un système bâtarde tenant des deux anciens et n'en étant que la caricature.

Réforme aussi dans le décompte des retards. Jusqu'à neuf heures, ils seront décomptés par tranches de 3 minutes au lieu de 15 minutes : progrès, mais progrès boiteux.

« La chose » quelle que soit la façon dont elle est torturée, ne peut nous satisfaire car c'est en fait une sanction infligée, une amende pour retard.

Seule la suppression du pointage et le salaire mensuel garanti restent valables.

(Extrait du n° 70 de la V.O. C.S.F.)

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

DEFENSE DE CRECHER ?

Que de difficultés pour les parents qui travaillent et qui ont des enfants en bas-âge. Le problème est crucial pour le personnel de l'A.P. Les crèches municipales sont peu nombreuses, et s'il en existe sur le plan de l'établissement (nombre d'ouvriers au besoin réel) elles ne résolvent qu'à moitié le problème puisqu'elles ne fonctionnent que de 7 h à 19 h.

Il y a à l'A.P. 85 % de personnel féminin dont 90 % ont des enfants. Dans la mesure où les mères de familles sont mises en équipe de jour le problème est en partie résolu, mais bien souvent elles sont mises de garde ou de veille et, à l'actuellement, le problème n'a pas d'issue. C'est aux mères de familles de trouver des gardes particulières pour leurs enfants.

Certains établissements Rothschild par exemple ne possèdent pas de crèche.

« Il doit prochainement en avoir une, un peu de patience, les travaux sont en cours. »

Cette phrase nous l'entendons régulièrement. Mais la patience a des limites. Il y a plus d'un an que les travaux sont commencés. Mais les finances manquent et actuellement les travaux sont arrêtés.

Que les mères soient obligées de mettre la moitié de leur paie dans des garderies individuelles, l'A.P. s'en moque ; elle fait ce qu'elle peut. Elle commence des travaux. Bien sûr en attendant que les finances arrivent on peut et on repointe des services deux ou trois fois de suite, la couleur ne plaisant pas au patron ; on construit, démolit et reconstruit un service parce que avant la fin des travaux l'ingénieur change et que le travail de son prédécesseur ne lui convient pas ; mais pour les crèches les finances manquent.

Chaque établissement doit posséder une crèche. C'est à l'A.P. de trouver une solution pour garder nos enfants. Elle a peut-être des problèmes financiers mais cela ne nous regarde nullement. De plus, nous devons exiger que les crèches fonctionnent à temps complet. Les enfants ont autant besoin de surveillance le soir et la nuit que dans la journée.

(Extrait du n° 55 de la V.O. - A.P.)

"ORGANISATION" CAPITALISTE

A L'HISPANO

SUR LA VOIE DE GARAGE

Après la décision de la S.N.C.F. d'interdire l'utilisation des billets de congés payés les 1^{er} et 31 août, la direction Hispano accepta l'avance la date des vacances d'une journée et de retarder la rentrée d'une autre. Seulement, comme elle ne fait jamais de cadeau, nous avons dû récupérer deux samedis.

Nous étions donc à notre poste samedi dernier. La reprise du travail a été difficile pour tous et rentrer un samedi c'est vraiment l'abomination de la désolation.

Bien sûr, nous avons eu deux jours de vacances supplémentaires.

Bien sûr, beaucoup d'entre nous ont pu ainsi profiter des 30 % de réduction.

Mais il est tout de même curieux que dans une société hautement civilisée, rationnelle, « libre », les vacances se trouvent pour des millions de personnes, groupées en un seul mois, le mois d'août. Ce n'est pas nous qui choisissons la date de fermeture des usines pour la bonne raison que ce n'est pas nous qui dirigeons ces usines, et encore moins l'économie en général. Ce sont les bourgeois qui s'en chargent. Mais comme ils ne regardent que leurs portefeuilles, on peut se demander dans quelle mesure ils choisissent, ou subissent cette anarchie.

Et comme par hasard c'est nous, une fois de plus, qui subissons les conséquences de cette anarchie.

On part en vacances quand on nous dit de partir en vacances, on récupère quand on nous dit de récupérer, on fait 47 h. 1/2 quand on nous dit de faire 47 h. 1/2 et 32 h. (cas des ouvriers de chez Peugeot) quand on nous dit de les faire.

Pourquoi tout cela ? Pourquoi cette pagaille ? Cette pagaille que chacun d'entre nous s'accorde à qualifier de dangereuse ou aberrante, simplement parce que ces maîtres capitalistes sont fondamentalement incapables de conduire la société dans le sens de l'intérêt général, aveuglés qu'ils sont, paralysés même, par la recherche de profits personnels.

Ils font faillite, une fois de plus nous le constatons.

Le subirons-nous toujours ? (Extrait du n° 9 de la V.O. Hispano.)

A LA RNUR

C.A.T. ET C.A.T.

A LA CHARRUE, QUAND ON DONNE ON PRENDRE PLUS

Après la dissolution de la S.E.L. V.A. fut fondée la C.A.T. C'est une entreprise extérieure créée par la R.N.U.R. et dont le rôle est de prendre en charge les véhicules fabriqués par les ateliers-chefs des concessionnaires ou agents Renault.

Il existait chez Renault un service « Transports » chargé, lui aussi, d'expédier les véhicules Renault chez les clients ou concessionnaires.

Les employés du service « Transports » ont été avisés que désormais ils ne feraient plus partie de la Régie mais qu'ils étaient membres du personnel C.A.T.

L'opération qui a échoué avec la S.E.L. réussit avec le Service Transports. Il paraît que les contrats des employés de la C.A.T. leur donnent des garanties sérieuses. Nous on veut bien, mais on se demande alors pourquoi les « cadres » ont conservé leur contrat R.N.U.R.

Les employés de l'ancienne S.A. P.R.A.R. ont eu d'autres déceptions et ceux de la S.E.R.I. ont leur raison de ne pas se laisser faire et de résister aux pressions que l'on vient encore d'exercer sur eux lors de leur transfert à Ruell.

(Extrait du n° 31 de la V.O. Générale R.N.U.R.)

CHEZ THOMSON

ENTREE DES ARTISTES

Vendredi 4 une note de service nous a « indiquée » la manière d'utiliser les portes de l'usine de Gl. Puisqu'il y en a plusieurs il leur fallait un nom : Nord et Sud bien qu'elles soient toutes deux du même côté. Nous, cela nous amuse bien de savoir que cadres

ouvriers et employés pourront se cotoyer pour ne pas prendre leur repas. Mais à la rentrée, chacun devra perdre la porte qui lui est recommandée. Que l'organisation de nos exploités est compliquée !

Faudra-t-il pour la respecter se munir d'une boussole et d'un sextant ? Tout le monde ne peut avoir le flair de marin de ces Messieurs de la Direction...

(Extrait du n° 146 de la V.O. - Thomson.)

A LA SNECMA

ET APRES ?

Ce n'est pas nouveau mais beaucoup d'entre nous se posent la question de savoir ce que nous ferons après l'ATAR. Il y a l'OLYMPUS bien sûr, mais il est question que ce travail parte à Billancourt.

Et après... après on ne sait pas très bien. On parle toujours du déménagement à Corbeil. C'est le pot au noir et comme par hasard la Direction s'occupe sur ses bénéfices nous fait participer par contre à toutes ses angoisses.

Quand les ouvriers sont inquiets, c'est bien connu, ils se tiennent à carreau en espérant que s'il y a des licenciements, le coup portera sur les « autres ».

Cela c'est ce que pensent les patrons et cela les dérange de laisser courir des bruits alarmistes, mais quelquefois les ouvriers inquiets se rosbifent et exigent TOUT DE SUITE des garanties.

Attention demain il sera peut-être trop tard. Aujourd'hui nous pouvons encore beaucoup.

(Extrait du n° 40 de la V.O. SNECMA)

Prière d'adresser la correspondance à
VOIX OUVRIERE
 29, rue de Château-Landon
 PARIS (10^e)
 et d'envoyer les fonds à
M. Maurice SCHROEDT
 (même adresse)
 C. C. P. 9424-78 - PARIS

LES RÉDUCTIONS D'HORAIRE

CHEZ PEUGEOT

CRISE ET CHANTAGE

Qu'ils étaient timides nos syndicats en demandant le « retour progressif (?) aux 40 h. « s'il ou plaît ? ». « Impossible disait la direction, la concurrence et blablabla ». Mais quand les patrons se mêlent de réduire nos horaires, ils n'y vont pas « progressivement ».

Nous voici donc à 32 h., huit jours après la reprise, après que pendant le mois de congé nous nous sommes faits à l'idée de travailler 40 h. On s'y faisait d'ailleurs fort bien, et encore plus facilement à 32 h., si la paye n'avait pas été touchée.

32 h. à l'usine, cela nous laisse un peu le temps de réfléchir. Qu'il y ait un malaise de l'automobile, c'est possible. Les réductions d'heures chez Renault, Simca et Panhard semblent accrédiiter l'hypothèse. Mais parler de crise, c'est aller peut-être un peu vite. Disons qu'il s'agit bien plutôt d'un ralentissement de l'expansion automobile. Après des années de production à tous crins de concurrence échevelée, d'inflation productive, d'heures supplémentaire à gogo, voici que le rythme des ventes a du mal à suivre et s'essouffle un peu pour le moment. Bien entendu, ce temps d'arrêt momentané, Peugeot n'a pas voulu en faire les frais et il s'arrange pour en faire payer la note à son personnel.

Mais il y a plus que cela. C'est l'exploitation psychologique de ce « malaise » que fait la direction, en entretenant un climat paniqué d'incertitude. Et c'est une « politique à la petite semaine ».

qu'elle brandit : « Pour cette semaine 32 h., après nous verrons... Nous vous informerons au fur et à mesure... » Et déjà les bruits circulent parmi les ouvriers : « Il paraît qu'hier, on a vendu 300 voitures, contre 200 les jours précédents... A moi, « on » m'a dit que ça va durer comme ça jusqu'à la fin de l'année. On est bon pour les 32 h. à perpète, etc... ». Ainsi, pense-t-on nous faire participer aux soucis de ceux qui nous exploitent.

Et la gestion Peugeot nous est-elle présentée comme celle d'un épicier qui achète et vend ses tomates au jour le jour. Alors qu'hier encore, dans la revue Peugeot — sur papier glacé — on nous assénait les grandes études de marché, les plannings, les courbes et les belles photos de trains entiers de 404 ! En fait, l'action psychologique Peugeot s'inscrit dans une manœuvre gouvernementale et patronale qui utilise la baisse de l'accroissement des ventes pour faire peser sur les travailleurs la menace de chômage et d'instabilité, favorable à ce qu'ils appellent une « détente sur le marché du travail ».

Lorsqu'en juillet dernier, Renault annonçait une réduction des horaires pour la rentrée, « Le Monde » du 27-7 écrivait : « Les conseillers économiques du gouvernement ne cachent pas que les décisions prises à la Régie Renault faciliteront la tâche entreprise avec le plan de stabilisation. Ces décisions sont de nature à freiner l'augmentation des salaires dans le secteur privé, voire même à libérer de la main-d'œuvre, c'est-à-dire, favoriser une déflation du marché du travail ». Et « Le Monde » ajoutait : « Il sem-

ble même que des conseillers gouvernementaux aient souhaité que la Régie Renault procède à quelques licenciements, ce qui eût rendu « l'exemple » plus frappant ! En effet, depuis plusieurs années le plein emploi et les patrons se plaignent du manque de main-d'œuvre. Mais ils souhaiteraient aussi l'existence d'un certain chômage qui leur permettrait de faire pression sur les salaires. A défaut de chômage, patrons et gouvernement bloquent les salaires (stabilisation) et quand ils le peuvent, font du chantage au chômage. Les difficultés relatives de l'industrie automobile sont une occasion très propice à ce bourrage de crâne.

Résumons-nous : crise ? Non, malaise ? probable. Chantage ? oui, à coup sûr. Mais nous ne nous laisserons pas abuser et nous devons faire face, si nous sommes décidés à défendre nos salaires. Faire grève quand il y a des stocks diront certains, ce n'est pas possible, nous serons fatigués avant le patron. C'est vrai ; si nous partons en grève tout seuls, et si après avoir arrêté le travail nous attendons le bon vouloir de Peugeot et le feu vert de Pompidou, Giscard et Cie.

Mais si, avec tous les travailleurs de l'automobile, et aussi des autres secteurs car la garantie de notre salaire intéresse tous les ouvriers, nous savons organiser une lutte décidée et la plus généralisée possible, alors les dirigeants capitalistes et leurs représentants gouvernementaux trouveront certainement qu'il est plus rentable de nous verser intégralement nos salaires que de voir l'économie paralysée.

(Extrait du n° 440 de la V.O. Peugeot).

LE PROGRES

D'après les journaux, 20.000 propriétaires seraient en infraction depuis cette semaine avec la loi. Ce sont ceux des 300.000 logements du département de la Seine qui n'ont pas encore l'eau courante (et c'est une estimation officielle). Il y a deux ans qu'un décret avait rendu obligatoire cette mesure pour tous les logements de la région parisienne. Et l'on estime qu'il faudra encore plus de deux ans de travaux et de pression de l'Administration (car il ne s'agit bien entendu pas de poursuites) pour que tous ces logements aient l'eau.

L'eau courante ! à Paris ! Dans la deuxième moitié du XX^e siècle !

Il est vrai que la grandeur de la France, ce n'est pas cela mais la force de frappe...

LES PRIMES

HISPANO

CALCULONS...

C'était bon, les vacances ! Si bon que pour la plupart d'entre nous, la rentrée en est plus amère. Mais à Hispano, on est prévoyant et, pour adoucir la pilule, on a préparé la prime de 100 F qui complète la prime de vacances partiellement payée en juillet. C'est qu'à la rentrée, on ne sait jamais comment les gens vont réagir. Surtout que le gouvernement a cyniquement annoncé les hausses de loyer, S.N.C.F., etc. Alors, pour arranger, on « octroie » en septembre, sous forme de prime, les 100 F depuis longtemps sués et gagnés par les travailleurs d'Hispano.

Ca a l'air d'un beau geste, alors que c'est nous qui devrions réclamer à la Direction les intérêts pour cet argent que nous lui avons bien involontairement « prêté » pendant les vacances. Et même comme cela, cela ne ferait pas le compte.

(Extrait du n° 9 de la V.O. Hispano)

LA GRANDE DAME

ET SES PAUVRES

La S.N.E.C.M.A. se montre « bienveillante » avec ou trois fois par an. Comme une grande dame qui se cache pour faire l'aumône, elle donne, dans une enveloppe discrète, 40, 50 ou 60 F à ses pauvres privilégiés.

Avant de partir en vacances, certains d'entre nous ont reçu cette aubole. Ils l'ont mis dans leur poche, bien sûr, car ce qui est humiliant ce n'est pas l'argent lui-même, mais la façon de le donner. Cet argent nous l'avons gagné depuis longtemps, la S.N.E.C.M.A. nous le doit à tous, cela et bien plus encore.

Mais tant que nous ne serons pas capables de lui décrocher ce qui nous est dû, elle se contentera de faire la charité à quelques-uns. Pourquoi se gênerait-elle ?

Alors ! Que diable allons-nous être des hommes ou des « pauvres ».

LES SALAIRES

CHEZ RHONE-POULENC

UN CAUTERE

SUR UNE JAMBE DE BOIS

Les bas salaires dont sont gratifiés les travailleurs de la société, y compris les techniciens de laboratoire, font qu'un nombre important parmi ceux-ci ont donné leur démission fin juin dernier. Devant cette hémorragie, la direction a essayé de parer au plus pressé par des nominations et des augmentations individuelles parmi les plus mal rétribués du personnel de laboratoire.

Inutile de dire que ces nominations étaient soit inélictables, soit pour réparer les cas plus flagrants de sous-qualification, et les étaient dans l'ensemble dérisoires : quelques centaines d'anciens francs généralement, exceptionnellement quelques milliers.

Mais pour les 150 « privilégiés », cette mesure ne fait pas le compte, et encore bien moins pour les autres travailleurs. Ce n'est pas par des mesures individuelles que le problème des salaires sera réglé, mais par une augmentation générale et substantielle.

C'est ce pourquoi nous devons nous battre !

(Extrait du n° 34 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

A LA CAF

NOS SALAIRES

EN PLAN

(DE STABILISATION)

La rentrée des vacances pour nous ce n'est pas seulement la fin d'une trop courte période de repos et le plongeon dans les tracasseries quotidiennes des bureaux c'est aussi le moment où pour beaucoup d'entre nous les problèmes financiers se posent avec le plus d'acuité.

Les dépenses supplémentaires pendant les vacances et celles occasionnées par la rentrée scolaire s'ajoutent aux dépenses habituelles et boucler nos budgets nécessite encore plus de gymnastique que d'habitude. Et cette gymnastique devient d'année en année plus difficile, car alors que le plan de stabilisation porte merveilleusement ses effets sur nos salaires (qui sont l'on ne peut plus stables), les prix eux ne respectent guère les consignes gouvernementales.

(extrait du n° 65 de la V.O. CAF)

NOUS ne pouvons, faute de place, publier des informations extraites de tous les bulletins « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, tous les échos concernant telle ou telle entreprise. Nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotypés pour leur en faire un service régulier contre la somme de 2 francs en timbres ou à noter C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition.

En voici la liste :

AIR FRANCE. — Orly Nord.
ANTAR. — Donges (L.-A.).
ASSISTANCE PUBLIQUE.
ASSURANCES GEN. — Paris Richelieu.
BERLIET. — Lyon Venissieux.
CARLES DE LYON.
C.A.F. — Paris (rue Viala).
C.A.F.L. — St-Chamond (Loire).
CARNARD. — LYON.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE.
CHAUSSON. — Gennepillers.
CHEMINOTS. — Région parisienne.
CHEMINOTS. — Chapelle Triage.
CITROEN. — Région parisienne.
Cie des COMPTEURS. — Montrouge.
CREDIT LYONNAIS. — Paris Richelieu.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
DESFOSSIES. — Issy-les-Moulineaux (S.).
GENEVE. — Ivry (Seine).

HISPANO-SUIZA. — B-Colombes (S.).
HOSPICES CIVILS DE LYON.
LIP. — Besançon.
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
NEYPIC. — Grenoble.
PANHARD. — Paris XIII.
PEUGEOT. — Sochaux.
P.T.T. — Toulouse.
QUAIS ET DOCKS. — Marseille.
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 13.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — Entretien.
R.N.U.R. — U 5.
ROUSSEL-DUCLOS. — Romainville (S.).
S.V.M.E. — Saint-Ouen (Seine).
S.M.P.A. — St-Nazaire.
S.N.E.C.M.A. — Paris XIII.
THOMSON. — Gennepillers (Seine).

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

LA PRISON

Cinq jeunes ont été écroués dans le quartier des mineurs de la prison de Fresnes. Les présumés coupables avaient essayé de lyncher un de leur jeune camarade, le mal, la rate éclatée, serait dans un état sérieux. Ces jeunes étaient des pensionnaires du centre d'accueil parisien d' « Aide à l'Enfance », installé rue Denfert-Rochereau. Au cours d'une promenade à Chambord, l'un d'eux s'échappa pour aller voir son oncle qui habitait près de là. Il rentra de lui-même au centre, rapporte « Le Monde » du 26 août, « mais ses camarades furieux contre lui à cause des sanctions générales que sa fugue risquait d'entraîner ont essayé, samedi, de le lyncher. Lorsqu'il a été arraché de leurs mains l'adolescent était fort mal en point... » Ces jeunes ont 19, 18, 17 et 16 ans. et sont maintenant aux mains de la « Justice ».

Lorsqu'on lit ces faits, l'indignation est tempérée par la surprise car de pareilles meurs semblent relever d'un système honni. Celui de la responsabilité collective qui suscite les sentiments les plus bas, la délation, les règlements de compte, la terreur du mouchardage.

L'Assistance Publique est un des centres les plus importants créé pour recueillir les enfants qui n'ont plus momentanément de foyer pour des rai-

sons diverses. L'Etat intervient pour soi-disant sauvegarder les enfants.

Mais alors, que ce ne soit pas ces jeunes qui soient traduits devant le tribunal, mais les responsables de ces services qui osent faire régner une discipline digne du Moyen Age ou du temps de guerre.

IMPOTS-PULAIRES

Le temps des vacances est à peine terminé que les premières feuilles commencent à tomber, présage d'autant moins sympathique qu'il s'agit de feuilles d'impôts. Et la note à payer sera sensiblement plus élevée que la fois précédente.

En effet, bien que les impôts n'aient pas été augmentés, nous en payerons plus cette année. Grâce au système des tranches des revenus impossibles, l'impôt est progressif. C'est soi-disant une mesure sociale. Cette progressivité aurait pour objet de frapper beaucoup plus les hauts salaires que les petits, les plus petits n'en payant pas du tout. Mais comme les bases de l'impôt n'ont pas varié depuis plusieurs années, que le coût de la vie a augmenté et que les salaires ont plus ou moins suivi, de plus en plus de salariés qui ne payaient pas d'impôts il y a quelques années parce qu'ils étaient en bas de l'échelle, en payent maintenant tout en restant en bas de l'échelle. Et des ouvriers ou des employés à faibles revenus payent maintenant un pour-

centage d'impôts qui correspond à ce que payait un cadre il y a quelques années. A cause de cette progression, l'ouvrier qui payait l'année dernière 3,5 % de son revenu en impôts paiera, s'il a été augmenté de 10 %, un impôt correspondant à près de 5 % de son revenu. Par exemple : un salarié marié qui avait gagné 1.000 F par mois en 62 avait payé 414 F d'impôts l'an dernier et si son salaire est passé en 63 à 1.100 F, il devra verser 545,60 F au fisc cette année. L'augmentation de l'impôt est de 32 % alors que celle de son salaire n'a atteint que 10 % (ces exemples ont été donnés par « France-Soir »).

Ainsi, lorsque nos salaires ont tout juste compensé l'augmentation du coût de la vie, et ce n'est pas toujours le cas, les impôts vont être une amputation de notre niveau de vie.

Et ce n'est pas un relèvement des tranches qu'il faut revendiquer car si les prix augmentent nous nous retrouverons l'année prochaine dans la même situation, ce qu'il faut exiger c'est la suppression du honteux impôt payé par les salariés.

LES ESCROCS

Il y a un siècle était fondé à Londres l'Association Internationale des travailleurs, la 1^{re} Internationale dont l'Adresse inaugurale, écrite par Karl Marx, proclamait : « L'émancipation

des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Aujourd'hui les grandes organisations ouvrières se préparent à commémorer bruyamment cet anniversaire.

Alors qu'après l'avoir vidé de sa substance, Moscou a sacrifié en 1943 l'Internationale Communiste pour faire plaisir à ses alliés d'alors anglo-américains, J. Dulcos fait paraître une « Histoire de la 1^{re} Internationale ».

Quant aux sociaux-démocrates, qui se proclament eux aussi des héritiers idéologiques de l'A.I.T., ils viennent de renouveler leur bureau international.

Président : le vice-chancelier d'Autriche.

Vice-présidents : le premier ministre suédois, le futur premier ministre anglais Harold Wilson, chef de l'opposition travailliste, et l'ancien président du conseil français, l'ineffable Guy Mollet.

Curieux émancipateurs ! Oui, cela reste valable : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et pas de tous ces pantins.

LIRE LA « V.O. »,
C'EST BIEN, LA SOU-
TENIR, C'EST MIEUX.

LA C.G.T. se présente comme une centrale syndicale démocratique où chacun peut et doit exprimer ses opinions, ses statuts précisant même que « aucun syndiqué ne pourra être inquiété à l'intérieur du syndicat pour les opinions, philosophiques ou religieuses qu'il pourrait exprimer à l'intérieur du syndicat ». Cela est peut-être vrai pour des syndiqués croyants, pour ceux qui sont sociaux-démocrates, encore que tout un chacun sait que les sociaux-démocrates sont en général à Force Ouvrière et les croyants à la C.F.T.C. et que l'appareil de la C.G.T. est presque entièrement constitué de membres du P.C.F., mais en tout cas ce n'est sûrement pas vrai pour les militants révolutionnaires qui attaquent et critiquent la C.G.T. et le P.C.F. sur leur gauche. Pas d'ennemi à gauche est une formule que les dirigeants stalinien appliquent systématiquement, en empêchant physiquement ou moralement les opposants de gauche de s'exprimer. Nous ne reviendrons pas sur les attaques physiques dont sont parfois victimes les diffuseurs ou vendeurs de la presse révolutionnaire, mais nous voudrions dire un peu comment cela se passe à l'intérieur de la C.G.T.

Les faits que nous rapportons ici, et qui concernent les élections de délégués du personnel aux usines Chausson de la région parisienne, en juin dernier, ne sont ni plus importants ni plus déterminants que ceux qui ont provoqué des exclusions de militants révolutionnaires ou de syndiqués en désaccord avec la politique et la tactique de la C.G.T., comme ce fut le cas chez Renault ou à Nantes, mais ils illustrent assez bien les mœurs qui ont cours au sein de la grande centrale dès que les bureaucrates stalinien se sentent tant soit peu menacés par une critique révolutionnaire ou même plus simplement lorsqu'ils voient une tentative d'expression indépendante venant de la base.

Deux délégués ayant pris leurs comptes pendant la durée de leur mandats et un troisième ayant manifesté son désir de ne se présenter qu'aux élections au C.E., la C.G.T. n'avait pas assez de candidats pour l'élection à venir. On a donc convoqué une réunion de syndiqués. A cette réunion, un bonze syndical a fait un appel au peuple, insistant sur le fait qu'on avait besoin de candidats susceptibles de remplir leur rôle de délégué consciencieusement.

Malgré cet appel il n'y avait qu'une seule candidature à cette réunion, celle d'un jeune ouvrier de l'atelier de « Floride ». Candidature d'autant plus nécessaire, que cet atelier, bien que l'un des plus combattifs, et où le travail est particulièrement pénible, n'avait pas de délégué auparavant. La candidature fut enregistrée sans commentaires.

Cependant, le candidat ne convenant pas à l'appareil, ce dernier s'est mis en marche contre lui les jours suivants. Les stalinien ont commencé par faire pression sur deux gars de cet atelier, afin qu'ils se présentent, mais eux-ci ont refusé, répliquant qu'ils avaient déjà un candidat parfaitement apte à devenir délégué et jouissant de la confiance de ses camarades de travail.

Quelques jours plus tard, nouvelle réunion des syndiqués C.G.T. Bien plus de participants que d'habitude, apparemment les stalinien ont tout fait pour réunir le maximum de syndiqués (« tenu en main » ou ne connaissant pas le candidat indésirable. Au début de cette réunion fut lue une liste de candidats (raccolés entre les deux réunions) sur laquelle le nom de ce candidat ne figurait pas. Et pour devancer les questions éventuelles, un bonze a expliqué que la candidature de ce travailleur ne fut pas retenue en raison de sa sympathie pour la « Voix Ouvrière ». (« Nous n'avons certes pas de preuves — dit-il — mais de fortes présomptions »).

Le candidat ainsi écarté est intervenu, disant qu'il s'est proposé avec l'accord complet de ses ca-

marades de travail. S'estimant capable de remplir au mieux son rôle de délégué et bénéficiant de la confiance de ses camarades, il ne comprenait pas de quel droit on puisse refuser sa candidature. Car sa sympathie pour la V.O. ne regardait personne — disait-il en substance — c'est son opinion politique et d'après les statuts syndicaux, il a le droit d'avoir l'opinion qu'il veut.

De toute manière — ajoutait-il — il s'agit de l'élection des délégués du personnel et non pas des syndicats, encore moins des bonzes. Par conséquent c'est l'opinion des ouvriers de son atelier qui le connaissent bien qui devait prévaloir.

Après cela, les dirigeants syndicaux (toujours aussi « démocratiques » ?) ont fait connaître au vote. La quasi-totalité des syndiqués présents (qui pour la plupart venaient d'autres secteurs de l'usine et ne le connaissaient pas) ont voté la liste officielle, écartant « officiellement » ainsi le candidat indésirable pour l'appareil.

Les jours suivants, les ouvriers de la chaîne « Floride » ont plusieurs fois manifesté leur mécontentement, en allant trouver des dirigeants de la C.G.T., ainsi que des travailleurs d'autres ateliers. Il leur est même venu l'idée de lancer une pétition contre la décision syndicale.

Pour couper court à ces mouvements de protestation, la C.G.T. a décidé d'organiser une assemblée dans la cour de l'usine, fait d'autant plus remarquable qu'elle n'en avait pour ainsi dire encore jamais fait. Pas même quand il s'agissait de discuter sur les mouvements revendicatifs touchant l'ensemble de l'usine. C'est Esnault lui-même, secrétaire de la C.G.T. (en même temps qu'un des dirigeants de la fédération du PCF) qui s'est chargé d'expliquer la décision du syndicat.

Dans un discours sur la « grande CGT, principal défenseur des travailleurs », il justifie avec les « arguments » très plus haut (sympathie pour la VO) le rejet de cette candidature. Justification assez prudente, après quoi il de-

La chasse aux sorcières à la C.G.T.

Un exemple parmi d'autres

mande la ratification de la liste officielle. (Ce qu'il a oublié d'ajouter, c'est que de toute manière, ratification ou pas, la liste était déjà déposée.)

Avec l'accord et le soutien de ses camarades de travail, le candidat écarté a organisé le lendemain lui-même une assemblée de travailleurs, dans la cour, après le repas, avec la participation de deux centaines de gars. « Le camarade mis en cause par Esnault, c'est moi. On m'accuse de sympathiser avec la VO », a-t-il commencé. Il a ajouté de ne pas vouloir cacher ses sympathies pour les idées développées par ce journal, ni son désaccord avec la tactique suivie par la direction de la C.G.T. concernant sa façon d'envisager les luttes revendicatives (grèves tournantes, etc.). Désaccord dans lequel il ne fait que partager l'opinion de la plupart de ses camarades.

« On m'écarte parce que je ne suis pas d'accord avec la tactique de la C.G.T. — a-t-il ajouté — mais c'est mon droit le plus strict, et en tant que travailleur et en tant que syndiqué. » A la suite de quoi il a répété ce qu'il a déjà dit à la réunion syndicale, concernant la démocratie ouvrière et plus particulièrement la démocratie dans les élections.

Atmosphère sympathique parmi les ouvriers présents. Même ceux qui ne partagent pas ses opinions politiques, désapprouvent les méthodes anti-démocratiques de la C.G.T. et son éviction.

Cette atmosphère de sympathie ne s'est pas dissipée les jours suivants. Plusieurs ouvriers d'autres ateliers sont venus le trouver à la cantine, approuvant sa conduite. (« T'as raison, mon gars », etc.)

Trois jours plus tard, la C.G.T. organise un nouveau meeting avec Esnault. Celui-ci, relativement prudent la fois précédente, ne s'engage plus cette fois. Il déverse un flot d'injures et de calomnies à l'égard de la VO et de l'ouvrier attaqué. Il accuse la VO de faire un « travail de sape », d'être « allié au patronat ». D'ailleurs « partout où il y a des VO, il y a un affaiblissement de l'action revendicative ». Quant à l'ouvrier de la chaîne « Floride », il n'est intervenu que pour « discréditer la C.G.T. Manœuvres avant les élections ».

Puis, après les calomnies, les menaces. « Mais la grande CGT a su triompher de ses ennemis. Il y en a même qui sont morts », etc. Et « ce n'est pas ce freluquet qui nous fera peur ! ».

Ne sachant plus quoi dire, Esnault invoque le fait que l'ouvrier en question a été récemment trahi, c'est-à-dire éloigné du secteur « Floride ». Nouvelle preuve de l'appui patronal, il aurait été muté dans un « secteur facile ». (Il va sans dire que les autres travailleurs, syndiqués ou non, dudit secteur ont particulièrement apprécié cette partie du discours).

Le meeting a été bien organisé. Chaque tentative d'intervention de l'ouvrier accusé a été couverte par le hurlement des stalinien, venus nombreux pour faire la clique. Et à la fin du discours, plus question de répondre, puisqu'il fallait retourner au travail.

Les ouvriers stupéfaits ne comprennent pas le crime qu'aurait pu commettre un tract en son nom, mais avec le soutien de sa chaîne de travail.

La veille des élections, l'ouvrier accusé a diffusé un tract en son nom, mais avec le soutien de sa chaîne de travail.

Dans le tract, après avoir exposé les faits, il continuait :

« En ce qui me concerne, je ne peux absolument pas apporter la caution de ma voix à des gens qui utilisent des méthodes anti-démocratiques et qui n'hésitent pas à employer le mensonge et la calomnie pour tenter de justifier leur position.

« Demain donc, je m'abstiendrai de voter ; et je pense que tout ouvrier soucieux du respect de la démocratie ouvrière et du respect de sa dignité devrait agir de même.

Si un nombre important agissait ainsi, au point que le quorum ne soit pas atteint (moins de 50 « électeurs »), les élections seraient nulles et à un deuxième tour il pourrait être présenté des candidatures libres. Dans cette éventualité je m'engage à faire acte de candidature au second tour et engage tous ceux qui en auraient le désir et la volonté de se porter candidat avec moi.

Notons que pendant qu'il diffusait, la C.G.T. avait organisé une nouvelle assemblée (!!) dans la cour, sur le compte rendu du C.E.

Jamais de mémoire d'ouvrier de chez Chausson une pareille assemblée sur ce sujet n'a été organisée, sujet qui par surcroît, était absolument hors de propos. Manifestement — procédé classique — les stalinien, prévoyant une assemblée-réponse, voulaient la rendre impossible en occupant la cour.

Résultat des élections : nombre considérable des abstentions et des votes nuls.

Pour terminer cette démonstration de démocratie, la CGT a convoqué une réunion de syndiqués, pour « prendre une décision au sujet du comportement d'un syndiqué ». Avant la réunion, certains stalinien ont « amicalement » promis à l'ouvrier accusé de « passer l'éponge » à condition qu'il fasse son autocritique !

Devant le refus de celui-ci, la réunion s'est déroulée comme prévu. Il fut exclu pour « activité anti-syndicale » malgré l'intervention d'un de ses camarades de travail qui, réfutant l'accusation, a déclaré le connaître à l'atelier comme un militant actif et honnête.

L'appareil peut être satisfait de sa manœuvre : l'ouvrier récalcitrant, écarté de la liste des délégués, se trouve, de plus, exclu du syndicat. Une voix de moins à l'intérieur de la C.G.T. pour souligner « affaiblir l'action revendicative ». Et ce que l'appareil stalinien appelle action revendicative, c'est sans nul doute la relance des générales grèves tournantes qui ont tant fait la preuve de leur efficacité (?) dans le passé. Les ouvriers de chez Chausson syndiqués ou pas, auront pu juger, au cours de cette affaire comment la C.G.T. entend, par tous les moyens, éjecter ceux qui préconisent une action véritable.

Car si la bureaucratie CGT est si acharnée à étouffer la voix de tous ceux qui défendent un point de vue révolutionnaire, c'est dans la mesure même où, face à l'ennemi de classe, elle tend pour suivre sa politique d'opportunisme et de trahison de la classe ouvrière.

Mais de telles manœuvres éclaircissent les ouvriers et c'est à eux qu'il appartient, contre les appareils bureaucratiques, c'est-à-dire sans eux, d'organiser réellement la lutte anti-patronale.

Georges KALDI

● VU DE NOTRE FENÊTRE...

MISE AU POINT A PROPOS DE « MISE EN BOITE »

A la suite de la publication dans notre dernier numéro, sous le titre « Mise en boîte », d'un article faisant suite à une émission de T.V. à propos des conditions de logement et de travail de la main-d'œuvre d'Afrique noire, nous avons reçu la lettre suivante de la Direction du Personnel de J.-J. Carnaud :

« Nous avons lu dans le n° 50 du 13 juillet de la « Voix Ouvrière » un article mettant en cause notre société au sujet des conditions dans lesquelles nous logerions certains de nos salariés nord-africains ou noirs.

Si nous employons effectivement un nombre relativement important de salariés d'Outre-Mer aucun des intéressés n'est logé par nos soins dans les conditions profondément choquantes que vous indiquez.

Ceux des autochtones que nous avons pu loger le sont dans des immeubles H.L.M. au même titre et dans les mêmes conditions que leurs camarades français.

Nous supposons que votre bonne foi a été surprise mais nous souhaitons que vous démentiez dans votre bulletin les assertions inexactes que des informateurs, mal avertis ou de mauvaise foi, vous ont amenés à reproduire. »

Notre texte pouvait peut-être s'interpréter comme associant l'entreprise J.-J. Carnaud au logement des travailleurs noirs ou nord-africains, mais ce n'était pas le cas, et nous en donnons acte volontiers. Tout ce que nous reportons au sujet des conditions de logement de cette main-d'œuvre ne concernait pas J.-J. Carnaud.

Nous citons seulement l'entreprise J.-J. Carnaud comme étant vraisemblablement l'entreprise où celles des interviews de cette émission de T.V. qui concernaient l'embauche de travailleurs noirs avaient été réalisées. Il ne s'agissait d'ailleurs que d'une supposition de notre part puisque la télévision n'avait pas cité le nom de l'entreprise.

BUS, BUS, BUSINESS !

En marge de l'exploitation capitaliste habituelle, codifiée, légale, existe toute une série d'entreprises vivant de la surexploitation de certaines catégories de travailleurs, violant plus ou moins la loi.

Les étudiants qui cherchent à travailler durant les vacances scolaires sont souvent victimes de ce genre de procédé. Mais ce qui est le plus remarquable ce n'est pas qu'il existe de

telles patrons, mais c'est que ceux-ci aient la possibilité de recruter leurs victimes à travers des organismes officiels.

C'est en effet par l'intermédiaire du B.U.S. (Bureau Universitaire des Statistiques) qu'une petite entreprise « Le jouet scientifique », à Paris, recrute une partie de sa main-d'œuvre.

Le patron de cette entreprise n'emploie que du personnel temporaire, comme les étudiants, ce qui lui permet de licencier qui il veut quand il veut, de ne pas avoir de problèmes de revendications, de faire faire des heures supplémentaires à un personnel qui, en général, ne demande que ça. Le tarif ? 3 francs de l'heure.

Cette maison vend des « jouets scientifiques », c'est-à-dire des boîtes contenant des pièces détachées pour monter un poste à transistor, ou du matériel pour faire des expériences de chimie, d'électricité, etc.

Le patron prend des libertés considérables avec la législation sociale, avec les affiliations à la Sécurité Sociale, par exemple. Et, fait plus grave, il fait manipuler des produits dangereux, du xylène, produit pour lequel une surveillance médicale du personnel est obligatoire, sans que bien sûr rien de tel ne fut fait.

Le B.U.S. est-il au courant de telles pratiques ?

Si non, c'est bien dommage, car il est regrettable qu'un organisme officiel ne contrôle pas plus ses offres d'emploi, et qu'il n'offre pas plus de garanties aux étudiants qui lui font confiance.

Mais si oui, que dire ?

A BAS FRANCO !

Le tribunal militaire de Madrid vient de condamner à vingt ans et trente ans de prison un jeune anarchiste écossais, Stuart Christie, et un menuisier espagnol, Fernando Caballero Blanco. Ils étaient accusés d'avoir voulu commettre des attentats à la bombe lors de l'anniversaire de l'exécution au garrot de leurs camarades les anarchistes Delgado et Granados.

Mais des milliers de prisonniers politiques ou de grévistes pourrissent dans les geôles franquistes et y meurent à petit feu quand ils ne sont pas étranglés par le bourreau.

Evidemment on peut penser que les bombes ne ramèneront pas les assassinés à la vie et n'abattront pas le régime franquiste.

Mais c'est parce qu'il s'agit là d'actes isolés, car c'est bien avec des bombes, des milliers de bombes, que Franco a instauré sa dictature !

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermo-nucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiées, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II^e Internationale s'ombarrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décrié les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochèrent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs,

« VOIX OUVRIÈRE »

- veut :
- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917. Des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

«La nuit indochinoise»

PARMI tous les drames qui ont secoué le monde en ce mois d'août 64 où l'on parlait tant justement d'un autre mois d'août tragique, les événements du Vietnam ont marqué l'opinion d'une façon plus profonde que les tueries de Chypre ou du Congo car, pendant quelques heures, il a pu sembler que l'on frôlait ce qui pouvait bien être le début d'une troisième guerre mondiale.

En effet, lorsque les gros titres des journaux ont appris au monde que des vedettes du Nord-Vietnam pro-communiste avaient tenté de torpiller le *Madrox*, destroyer de la flotte américaine puis que le gouvernement américain avait menacé de riposter, enfin que, quelques heures après cette première alerte, d'autres vedettes vietnamiennes avaient réitéré l'attaque, il sembla alors que les U.S.A. ne manqueraient pas de riposter, et peut-être bien de telle façon que la guerre éclaterait avec le Nord-Vietnam entraînant la Chine plus peut-être le reste du monde.

En fait, la riposte des Américains, riposte à une attaque qui, d'ailleurs, ne fut pas prouvée, si elle fut féroce : plusieurs ports bombardés, à plusieurs reprises, fut « limitée ». Le type de riposte adoptée au sein de la « sang » honneur américain, mais n'engageait pas un processus militaire susceptible de déclencher un conflit en chaîne. En quelques heures, le Nord-Vietnam, la Chine et le monde étaient mis devant le fait accompli. Il aurait fallu, alors que le Nord-Vietnam prenne l'initiative d'un conflit armé avec les U.S.A., cela il n'était pas en mesure d'oser y penser et il est exclu que cela ait pu être dans ses intentions.

Lors de ces événements, la presse s'interrogea gravement sur les raisons qu'aurait bien pu avoir le débile Nord-Vietnam d'aller, avec des coques de noix, défier le haut bord du colosse américain. Et les plus orientés de nos commentateurs de presser de voir là un subtil calcul des Chinois téléguidant les vedettes nord-vietnamiennes pour provoquer une intervention américaine... et envoyer ainsi Krouchtchev en le mettant en demeure d'intervenir et de défilier.

Comme si, d'une part, la Chine n'était pas aux premières loges et, d'autre part, comme si l'on ne savait pas, depuis l'affaire des fusées, à Cuba, que Krouchtchev n'était guère gêné pour se défilier.

Après d'ailleurs avoir reconnu incidemment qu'aussi bien la première fois que la seconde les

vedettes lance-torpilles nord-vietnamiennes avaient attaqué le *Madrox* mais l'avaient raté (ces Nord-Vietnamiens sont décidément très maladroits!), la presse dut bien se rendre compte que, lors de la première attaque, le *Madrox* ne s'occupait pas de pêche mais participait activement à une opération navale menée par des commandos de marines vietnamiennes contre les côtes du Nord. Et la presse dut reconnaître aussi que si la première fois, il y avait vraisemblablement eu une attaque nord-vietnamienne, cette attaque était plutôt une riposte, la seconde fois il n'y avait probablement pas eu autre chose que la part des « marins américains » dans le meilleur des cas, qu'une « méprise » due à la « nervosité » et au mauvais temps. Cette méprise coûtait la vie dans les ports vietnamiens à des hommes, des femmes et des enfants et si les marins se sont vantés des dégâts matériels qu'ils ont provoqués ils ont tout soigneusement le nombre des victimes.

En termes moins choisis et ainsi que l'examen honnête de la situation matérielle et politique du Nord-Vietnam ne pouvait que le laisser penser, il s'est agi bel et bien d'une provocation ou plus exactement d'une provocation suivie d'un coup monté de la marine sinon de l'Etat-Major américain.

On pouvait se demander si cette affaire n'avait pas pour but de fournir un prétexte pour porter la guerre au Nord-Vietnam. En effet, depuis plusieurs mois, des bruits couraient selon lesquels l'Etat-Major américain envisageait cette perspective. La guerre portée au Nord, la guerre totale n'eût pas changé la situation et les causes de la guérilla dans le Sud. Mais, dans le bain de sang qu'est une guerre moderne, voir l'exemple coréen, les U.S.A. auraient pu trouver quelques années de répit et de relative tranquillité. En fait, si, sur le plan militaire et intérieur au Vietnam, cela aurait pu permettre à l'impérialisme américain de maintenir le Sud-Vietnam dans l'orbite occidentale, cette solution aurait été cependant difficilement réalisable pour les gouvernements américains tant sur le plan de la politique mondiale que face à leur propre opinion. Car il eut fallu pour cela que les Américains eux-mêmes se battent, c'est-à-dire envoient leurs propres troupes, comme ce fut le cas en Corée justement. Dans de telles guerres, leur est impossible de se servir des troupes autochtones.

Et les jusqu'aboutistes américains entretiennent dans la population américaine l'équivoque à cet égard : la population américaine n'est pas faite de la « terre mété » vis-à-vis de tous ceux qui empêchent le dollar de danser en rond que parce que cette fermeté, sous forme de bombe H, lui éviterait d'avoir à envoyer ses boys se faire tuer aux quatre coins du monde. On lui a fermement vanté l'utilité de l'armement nucléaire qu'elle se demandait bien pourquoi on ne s'en sert pas. (C'est l'ensemble de cette question et cet aspect de l'opinion américaine qui se présente comme étant à la fois jusqu'aboutiste et pour la suppression du service militaire.)

Bien entendu, l'Etat-Major et les jusqu'aboutistes américains se gardent bien d'attirer la population à ce propos. Et tout laisse penser que c'est l'Etat-Major qui, dans l'affaire du *Madrox*, a voulu tenter d'entraîner le gouvernement américain dans la guerre contre le Nord en le mettant, à la veille des élections, en difficulté de répondre à l'injure communiste ou de se déconsidérer. Et Johnson, qui est au moins aussi politique que ses militaires, leur a rendu la monnaie de leur pièce en ordonnant les représailles qui justifient tout ce qui est passé de l'Etat-Major américain de la guerre mais qui pouvaient le plus plaire à l'opinion américaine.

L'Etat-Major américain eût été bien aise sans doute de voir le gouvernement se trouver en situation de mobiliser des soldats pour les envoyer remplacer les piétons combattants du général Khan. Ce type de rapports, de mauvais rapports, entre les Etats-Majors et les gouvernements n'est pas rare et il y en a de nombreux exemples historiques (début de la guerre d'Indochine « la nôtre » déclenchée par la marine française presque à l'insu du gouvernement; l'incident de Ben Bella par l'Etat-Major français pour empêcher de rencontrer l'ambassadeur du gouvernement français; bombardements de Sakiet, et, pour en revenir aux Américains, différend qui faillit être tragique entre Mac Arthur et Truman).

De toutes façons, toutes ces luttes intérieures américaines ont été passées par les événements eux-mêmes.

oOo

Il y a quelques mois, quand il était question de porter la guerre au nord, c'était, disait-on, parce que, sans les infiltrations « nordistes » la population sud-

vietnamienne vivrait en paix. Que les généraux du Sud traquent leur temps entre la préparation, le marché, noir et la guerre larvée qu'ils se livrent entre eux, que les gouvernants soient aïés et honnis par les gouvernés, que les soldats refusent de se battre, cela n'était dû qu'aux méchant agitateurs venus du Nord.

Bien sûr, mais, aujourd'hui, l'état de décomposition où se trouve le Sud-Vietnam ne permet plus de maintenir même les apparences.

Indépendamment de la décomposition accélérée du pouvoir sud-vietnamien qui s'est littéralement défilé en ses divers constituants, Khan appuyé sur les dollars, et les autres généraux de la junte appuyés chacun sur les armes qu'ils commandaient, les catholiques et les bouddhistes se dressent les uns contre les autres dans des affrontements sanglants et le chef du Gouvernement, Khan lui-même aux prises avec des milliers d'étudiants demandant dans la rue pendant quatre jours, protester contre la « Charte nationale » qui venait de nommer Khan « dictateur ».

Depuis, Khan a démissionné, est revenu, est tombé malade, est revenu encore, les Américains ayant menacé de supprimer leur aide, et ce n'est sans doute pas terminé.

Les hommes que l'actualité éclaire apparaissent sous un jour sinistre et le journal « Le Monde » a pu écrire, dans un de ses éditoriaux dont il a le secret qu'aujourd'hui, au Viet-Nam, « rien ne se règle, sauf les comptes ».

Et l'Etat-Major américain ne dit pas, lui qui était tellement partisan de porter la guerre au Nord, s'il a l'intention, pour venir au bout du Sud, de bombarder Da-Nang, Hué et Saigon.

En fait, à moins de renforcer l'importance de leur participation à la guerre, il n'apparaît pas que les Américains puissent éviter d'adopter la politique que, sans vergogne, de Gaulle leur conseilla, celle de la « neutralisation » du Sud-Vietnam en réunissant les participants de la conférence de Genève de 1954 qui mit fin à la « guerre d'Indochine ». Cela ne résoudra rien évidemment puisque la conférence de Genève n'avait rien résolu et qu'elle fut même, dans une certaine mesure, à l'origine de la crise actuelle en divisant le Viet-Nam en deux, mais ce sera peut-être un nouveau répit pour l'impérialisme.

Françoise MAIGNAN

« LES AMIS DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE » nous communiquent :

Nous avons reçu fin juillet le texte de la déclaration faite par les amis de l'École Emancipée (tendance syndicaliste, révolutionnaire de la Fédération de l'Éducation Nationale) au Congrès du Syndicat National des Instituteurs qui s'est tenu à Lille du 4 au 8 juillet dernier. Par suite de l'interruption de notre parution pendant les vacances, c'est avec beaucoup de retard que nous publions les principaux extraits de ce texte, dont l'intérêt reste cependant tout-à-fait actuel.

« Le congrès du Syndicat National des Instituteurs se tient à un moment décisif pour l'avenir du syndicalisme.

L'offensive du pouvoir revêt deux aspects étroitement complémentaires :

— d'une part, l'offre aux responsables syndicaux l'entrée dans les organismes, de gestion où il voudrait voir se confiner leur activité sous la forme contestataire.

— d'autre part il renforce l'appareil administratif et policier de l'Etat dans le sens d'une totale concentration et le pouvoir s'attaque de façon ouverte, non seulement aux conditions de travail et au standing de vie des travailleurs, mais aussi aux droits conquis par la classe ouvrière au cours de plus d'un siècle de lutte.

La réforme administrative marque la fin d'une période transitoire, la mise en place de l'Ordre Corporatif vient d'entrer dans sa phase de réalisation. C'est le premier acte d'un processus destiné à conduire le mouvement syndical vers la participation contestataire d'abord, vers l'intégration totale d'entreprise et à l'état ensuite, donc en définitive à l'asservissement.

Ainsi le Syndicat National des Instituteurs avait le redoutable privilège d'être la première grande organisation à tenir un congrès à ce moment crucial.

Il avait le devoir de porter ses débats et ses décisions au niveau des lourdes responsabilités qui, de ce fait lui incombait.

Il se devait de faire le geste spectaculaire et décisif qui aurait

engagé la direction du S.N.I. à entrer en lutte ouverte avec le Régime.

Ce geste ne pouvait être qu'un geste de rupture avec l'état bonapartiste. Il pouvait se concrétiser dans le retrait immédiat des délégués du S.N.I. et de l'F.E.N. du Conseil de District de la région parisienne, de la Commission Laurent, des Commissions académiques de la carte scolaire.

Ce geste, le Congrès, cédant à l'appel des responsables de la majorité, n'a pas voulu le faire. Il s'est contenté de réaffirmer ses positions de principe qui, hier positives, sont aujourd'hui totalement inopérantes.

Ainsi les amis de l'École Emancipée se trouvent placés à leur tour devant des responsabilités sans commune mesure avec la force numérique qu'ils représentaient.

Ces responsabilités, ils sont néanmoins décidés à les assumer

jusque dans leurs ultimes conséquences. Leur devoir aujourd'hui est de rester à l'intérieur du S.N.I. Leur devoir est d'y engager une lutte sans répit pour sauver ce qui peut être sauvé du syndicalisme d'hier qui n'est pas autre chose que le syndicalisme tout court.

Ils se tournent vers les militants de l'organisation conscients des dangers de l'heure et les invitent à dresser avec eux, dans l'action quotidienne, le front de résistance à l'intégration ; le front de sauvegarde du syndicalisme.

Ils savent que dans les autres secteurs du mouvement ouvrier, d'autres militants de toutes tendances se lèveront pour exiger des Centrales Syndicales qu'elles rompent avec l'état bonapartiste bourgeois, qu'elles retirent tous les délégués ouvriers des organismes où s'aliène l'indépendance du mouvement syndical, qu'elles réalisent, face à l'offensive du Capital et de l'Etat, le front unique de classe des organisations des travailleurs.

Déterminés à rejeter leur caution à la politique dans laquelle s'engage aujourd'hui la direction du S.N.I., déterminés à jeter les bases de ce front de résistance à l'intégration et de sauvegarde du

syndicalisme, les Amis de l'École Emancipée ne peuvent se contenter d'une déclaration d'intention.

Yves THOMAS et Julien DESAUCHY, démissionnent du Bureau National.

Estimant que les syndiqués du S.N.I. ceux qui par leurs suffrages les ont portés au Bureau National comme tous les autres, ont droit aux explications nécessaires, ils adresseront en temps utile au secrétaire général la lettre justificative dont ils demandent dès aujourd'hui, devant le congrès, la publication intégrale dans le prochain numéro de « l'École Libératrice ».

VOIX OUVRIÈRE

29, rue de Château-Landon
Paris-X^e

PERMANENCES

● A Paris :

Tous les samedis de 16 à 20 h
29, rue de Château-Landon

● A Lyon :

Tous les samedis de 17 à 20 h
Café « Le Clos Vert »
113, Gde Rue de la Guillotière
(Face de l'église Saint-Louis)

Directeur-gérant : M. SCHRÉDIT
Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

ATTENTION !

« VOIX OUVRIÈRE » paraît toutes les deux semaines. Le prochain numéro daté du 22 septembre sera mis en vente au plus tard le jeudi 24. Demandez-le car il n'est pas toujours affiché. Si vous avez des difficultés à vous le procurer, écrivez-nous ; spécimen contre deux timbres. Nous pouvons aussi assurer le service régulier moyennant un abonnement soutien de 10 F pour six mois.